



YouTube



Dimanche

10 mars 2024

20 pages

No. 613

Gratuit



FCC: ICAC bis

■ La seule et grande différence c'est que son DG aura des pouvoirs considérables, empiétant sur ceux que confère la Constitution au DPP



Reza Uteem



« La gestion d'Air Mauritius et du port, qui tombent sous la tutelle du PMO, dépeint l'incompétence au sommet du GM »

Drame à Arsenal

Triolet en deuil après la mort de six jeunes

Liverpool vs Man. City



Ce week-end décidera-t-il de la saison de Premier League ?

Journée internationale

Ces femmes persécutées pour avoir élevé la voix contre des injustices



Rapport V-Dem



Censure des médias : 'Dubious first place' sur 20 pays

Propositions budgétaires

- La NTUC réclame Rs 16 500 pour les personnes âgées
- Le syndicat des pêcheurs réclame le financement de six navires de pêche hauturière

Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



Au marché central hier

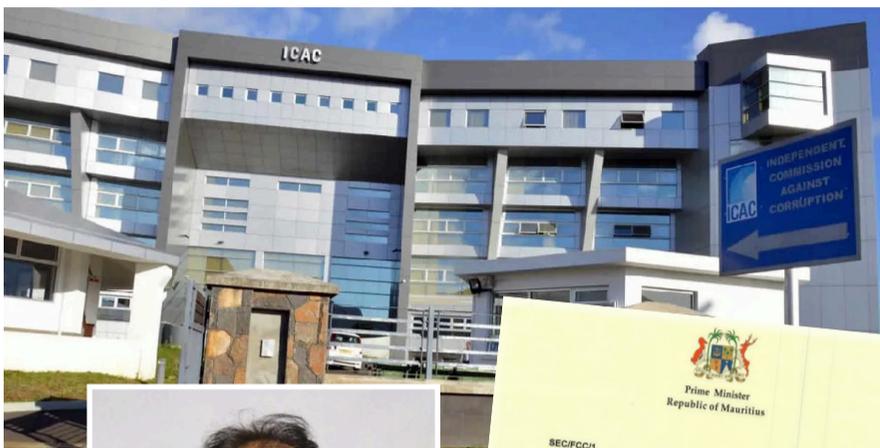
Ce que coûtent certains légumes



FCC: ICAC bis

Depuis mercredi dernier, le nom de l'actuel directeur général de l'Independent Commission Against Corruption (ICAC), Navin Beekarry, a été communiqué officiellement au leader de l'Opposition, Xavier Luc Duval, conformément à la section 7(3) et 10(1) de la FCC Act, pour diriger la 'Financial Crimes Commission' (FCC). Ce qui confirme les rumeurs qui circulaient à ce propos depuis l'annonce de la création de cette instance. Les noms des quatre commissaires ont également été proposés. Il s'agit de Narainkrishna Peerun, ancien directeur général du 'National Security Service' (NSS), Abdool Carrim Namdarkhan, avocat, Marie Claudine Lillette Paya, ancien Ag. Registrar General et Jugdish Dev Phokeer, ancien secrétaire permanent et frère de l'actuel Speaker, Soorojdev Phokeer. Les deux premiers nommés, soit Narainkrishna Peerun et Abdool Carrim Namdarkhan, font déjà partie du board de l'ICAC. Quant à Jugdish Dev Phokeer, il avait déjà fait parler de lui dans le sillage de l'enquête sur le recrutement de Youshreen Choomka à l'Independent Broadcasting Authority (IBA). Les noms proposés donnent déjà la perception que la FCC ne serait pas indépendante. Pire, elle ne serait qu'une ICAC bis.

Le leader de l'Opposition, bien qu'il ne soit pas au pays actuellement, ne reste pas insensible à cette proposition. D'autant que l'opposition avait déjà élevé la voix quant à cette éventuelle nomination. Xavier Luc Duval nous a confirmé qu'il s'y oppose catégoriquement et qu'il compte contester cette décision auprès du Premier ministre et du Président de la République. Dans le camp de l'opposition, que ce soit parlementaire ou extra-parlementaire d'ailleurs, le choix de Navin Beekarry pour diriger la FCC est très mal accueilli. Ce dernier ne sera pas tenu, selon la FCC Act, de consulter le Directeur des Poursuites Publiques (DPP) avant de poursuivre quelqu'un. En d'autres mots, il aura les mains libres d'une part de ne pas poursuivre un proche du régime qui fait

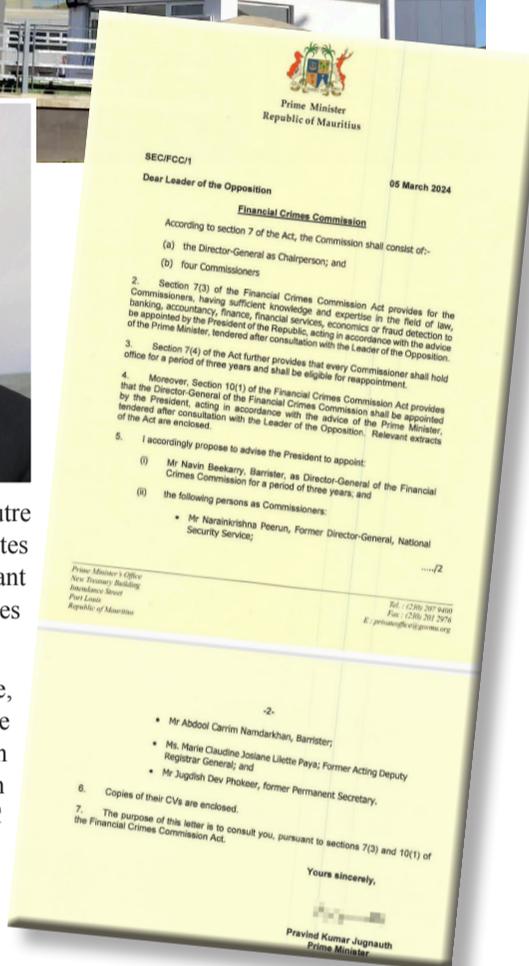


l'objet d'une enquête, et d'autre part, de loger des poursuites formelles contre un opposant du régime. D'où les craintes exprimées.

Mais la question qui se pose, la contestation du leader de l'Opposition sera-t-elle prise en considération ? La nomination du directeur général de la FCC doit se faire en consultation avec le leader de l'opposition. Qu'il soit d'accord ou pas, cela aura-t-il une incidence sur cette nomination ? Après les célébrations de l'Indépendance et le départ de l'invité d'honneur, le Président de la République devrait avaliser la nomination de Navin Beekarry. Et devraient alors débiter les choses sérieuses concernant la mise en place de cette nouvelle instance.

Des anciens de l'ICAC, de la FIU et de l'IRSA à la FCC

Aussitôt la nomination de Beekarry et des commissaires avalisée, une équipe spéciale se réunira pour la mise en place de cette nouvelle entité. Ce qui provoquera la mort naturelle de l'ICAC, de la 'Financial Intelligence Unit' (FIU) et de l'Integrity Reporting Services Agency (IRSA). Ce sont



d'anciens officiers de ces différentes organisations qui feront partie de la FCC. Parmi eux, l'équipe du département d'enquête de l'ICAC. Ce département a actuellement plusieurs dossiers qui sont en cours. Ces dossiers seront automatiquement transférés à la FCC. Dans un premier temps, ce sont les locaux de l'ICAC, se situant au Réduit Triangle, qui seront utilisés pour abriter la FCC. D'ailleurs Navin Beekarry compte conserver son bureau, qui avait été rénové il y a quelques années et qui avait fait l'objet d'une enquête du CCID, suivant la levée de boucliers de l'opposition. Enquête dont on n'a plus entendu parler depuis un certain temps...

Me. Richard Rault, avocat

« Quels rôles les commissaires vont-ils exercer puisque les pouvoirs du DG sont considérables ? »

« Il n'y a eu aucune surprise à ce que M. Beekarry soit nommé à ce poste avec des pouvoirs élargis de l'ICAC à la FCC. Ce qui est plus intéressant, c'est le choix des commissaires. Nous avons besoin de savoir quel rôle ils vont exercer puisque les pouvoirs du directeur général sont considérables et que c'est lui qui va dominer le futur organisme.



Personnellement, j'ai toujours préconisé que l'ICAC, et maintenant la FCC, ne doit pas être présidée par un nommé politique, mais plutôt par un triumvirat composé du DPP, du directeur de l'Audit et du DG de la MRA. Il n'y a rien de mieux pour combattre la corruption et les activités mafieuses qu'une alliance de légistes, de l'Audit et du fisc, d'autant qu'ils sont nommés de façon indépendante et sans ingérence politique. Cela a été prouvé à travers le monde !

Je crois savoir qu'il y a déjà une action constitutionnelle de la part du DPP, sur les nouveaux pouvoirs attribués au FCC qui empiètent sur ceux du DPP. Cependant, tant qu'il n'y a pas eu de décision de la Cour suprême pour sanctionner éventuellement les dispositions de la FCC Act, celles-ci sont applicables de plein droit et la nomination des Commissaires procède de cet ordre d'idées.

Évidemment, il y a peut-être des motivations derrière ladite nomination qui peuvent être contestées par le biais d'une 'judicial review' en contestant le 'reasonableness' de la désignation de M. Beekarry. Mais fondamentalement sa nomination est tout à fait légale.

Outre l'action du DPP, il peut aussi y avoir celle de citoyens susceptibles d'être appréhendés sous la FCC Act. Ils peuvent, eux aussi, challenger la constitutionnalité par voie dite d'exception des pouvoirs de la FCC. On pense alors aux actions contre le leader du PTr dans l'affaire des coffres-forts.

Le citoyen lambda pourrait aussi loger une action directe pour challenger le FCC Act pour peu que des dispositions viendraient enfreindre les droits fondamentaux prévus sous le Chapitre II de la Constitution ».

Vinod Boolell, ancien juge de la Cour suprême

« Les consultations ne sont qu'une farce ! »

« C'est une nomination sans surprise. Si l'intention était de mettre sur pied une nouvelle institution pour combattre la fraude, la corruption et le blanchiment d'argent, il y aurait dû avoir une nouvelle équipe qui aurait fait ses preuves. Mais vu la réputation de l'ICAC et des personnes qui y sont, rien ne changera si on nomme les mêmes personnes. C'est du moins l'impression qui se dégage. La consultation avec le leader de l'Opposition n'est qu'une

farce. Avec ou sans consultation, ils feront ce qu'ils veulent. Sa zafer consultation dans la loi ou dans la Constitution, c'est en maquillaz sa, c'est tout. Si le DPP a logé une plainte constitutionnelle en Cour, on aurait dû attendre une décision de la Cour avant de procéder. J'espère d'ailleurs que la Cour tranche le plus rapidement possible au lieu de traîner comme elle l'a fait concernant les pétitions électorales et plus récemment dans le cas du réenregistrement des cartes SIM ».



EDITO



Par Zahira RADHA
Rédactrice-en-chef

Visage d'un autocrate

Jamais deux sans trois. Une fois de plus, et ce pour la troisième année consécutive, Maurice est cité comme un pays en voie d'autocratie dans le rapport suédois, V-Dem. Alors qu'à côté de nous, Madagascar et les Seychelles font des progrès significatifs en matière de démocratie, notre pays figure, lui, parmi les douze pays autocratiques. « *Democracy seems to hang by a thread in Mauritius* », réitère V-Dem dans son dernier rapport publié cette semaine. La raison de ce nouveau constat : les tentatives répétées du gouvernement de censurer les médias. « *Mauritius – once hailed as the only liberal democracy in Sub-Saharan Africa – recently introduced several regulations that restrict the work of broadcasting companies and journalists* », souligne V-Dem.

Le deuxième mandat de Pravind Jugnauth est donc placé sous le signe d'autocratie. Il entrera dans l'Histoire du pays comme le seul Premier ministre qui a tiré le pays vers le bas sur le plan démocratique, alors que le pays s'apprête à célébrer ses 56 ans d'indépendance. Un record que le ministre des Arts et du Patrimoine culturel serait peut-être avisé de transmettre au 'Guinness World Records'. Le gouvernement de Pravind Jugnauth n'a laissé passer aucune occasion de transformer notre pays en une République bananière. L'image honorable dont nous jouissions jadis sur le plan international est constamment mise à rude épreuve. Pas seulement à cause de la mauvaise gestion d'Air Mauritius qui, ironiquement est même dénoncée par le très contesté et contestable Ken Arian lui-même, mais aussi par des décisions qui confirment l'emprise tyrannique de Lakwizinn sur des institutions clés du pays. La nomination de Navin Beekarry à la tête de la nouvelle 'Financial Crimes Commission' (FCC) en est l'illustration parfaite.

Mais ce qui est encore plus scandaleux, c'est que le chef du gouvernement ne semble guère se soucier du fait que notre démocratie ait été réduite à un gimmick. Ce qui l'intéresse réellement, c'est d'avoir le contrôle absolu de toutes les institutions clés du pays. Pravind Jugnauth règne comme un vrai autocrate. Il est même encensé, non seulement par ses ministres qui sont pour la plupart plus risibles que crédibles et par des chatwas patentés qui ne jurent que par « *Pravind nou le roi* », mais aussi par des associations dites socio-culturelles mais qui ne sont, en fait, concernées que par leurs propres intérêts. Ces dernières se mettront sans doute à l'œuvre cette semaine pour tirer un capital politico-ethnique en faveur de Pravind Jugnauth dans le sillage de la visite officielle du Président indien, Smt. Droupadi Murmu, dans le cadre des célébrations officielles de l'indépendance. Ces mêmes associations socio-culturelles n'ont pourtant pas élevé la voix pour demander que la taille des kanwars soit légiférée pour la sécurité des pèlerins alors que cela aurait dû figurer parmi leurs priorités.

L'on aura aussi remarqué cette semaine comment le Premier ministre a détourné les célébrations officielles de la Journée internationale des droits des femmes à des fins basement politiques. Il en a profité pour faire une énième annonce concernant la pension de vieillesse. Sans doute parce qu'il savait que l'audience venue l'acclamer était composée principalement de vieilles personnes, ironisent les mauvaises langues. Mais il n'a pipé mot sur cette conseillère proche du MSM qui subit des injustices dans son propre camp parce qu'elle compte épouser un homme qui soutient le camp adverse. Il n'a pas, non plus, annoncé des sanctions contre ce PPS qui se prend pour un bouncer à chaque occasion qui se présente et qui a menacé une conseillère du PMSD la semaine dernière. Il n'a démontré aucune compassion envers Simla Kistnen dont l'arrestation par la police soulève des doutes dans la tête de la population. Mais Pravind Jugnauth, en bon autocrate, n'en a cure. Double visage, double langage... Au final, tout ce qui compte, c'est son agenda.

Rapport V-Dem

Censure des médias : 'Dubious first place' sur 20 pays

Autrefois salué comme la seule démocratie libérale en Afrique subsaharienne, Maurice a récemment introduit plusieurs réglementations qui restreignent le travail des sociétés de radiodiffusion et des journalistes, tandis que les efforts de censure des médias du gouvernement se sont intensifiés de manière significative depuis 2019. La série d'actions portant atteinte à la démocratie a conduit à la déclassification de Maurice au rang d'autocratie électorale en 2023.

Au sujet de la liberté d'expression, le rapport souligne : « *Freedom of expression including freedom of the media is what "aspiring autocrats" attack most often and to the greatest degree. Government censorship of the media takes a dubious first place on the top 20 list. It worsened in 45 countries over the past ten years. Among the worst government offenders when it comes to increasing their efforts to censor the media are El Salvador, India, and notably Mauritius. The latter island nation is a long-standing democracy where several rights and freedoms have deteriorated significantly in the last few years.* »

Rajen Narsinghen :

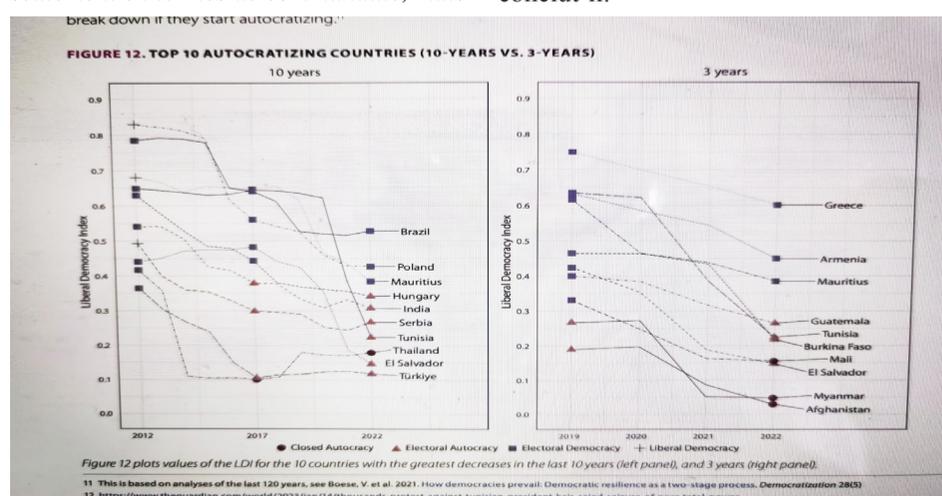
« Ce sera pire en 2025 »

Comparativement au rapport précédent, celui de 2024 est très scientifique, et des méthodologies quantitatives et qualitatives ont également été utilisées. Le rapport montre clairement que le pays se dirige vers la dictature, et selon l'analyse de Rajen Narsinghen, il n'y a pas de retour en arrière. Le professeur de droit ajoute que la réputation du pays a pris un sérieux coup et que les conséquences seront visibles dans un futur proche à travers la chute des investissements.

« *C'est un rapport qui est incontestable. D'autant que Maurice a été qualifié comme une 'liberal democracy', c'est-à-dire une démocratie où la majorité règne tout en respectant les minorités, non seulement en termes de communauté, mais*

également en permettant à une opposition représentant 30 à 50% de la population de s'exprimer, avec des élections libres et équitables. Depuis 2014, Maurice était le premier pays du continent africain, mais aujourd'hui, d'autres pays sont en train de le dépasser. Avec le gouvernement actuel depuis 2014, il est inévitable que le pays se dirige vers une autocratie », affirme-t-il. Il insiste également sur le fait que la pandémie de Covid-19 a vu la mise en place de mesures antidémocratiques, et revient également sur les amendements de l'IBA, concernant les pages publicitaires, où certains médias ont été pénalisés. La liberté d'expression des journalistes ainsi que celle des universitaires est bafouée et n'est plus respectée. Il prend pour exemple ce qu'il a vécu à l'Université de Maurice, où on l'a forcé à soumettre sa démission.

« *Ce qui est encore plus grave, c'est que Maurice a été classé parmi les 10 pays qui s'acheminent vers l'autocratisation* », lance Rajen Narsinghen. Selon lui, il n'y a pratiquement pas eu de changement entre le rapport de 2023 et celui publié en 2024, et il y a également d'autres atteintes à la démocratie, tout comme à la liberté d'expression. « *Malgré les décisions de l'Organisation des Nations Unies, le gouvernement continue de restreindre la liberté des citoyens mauriciens. Il n'y a pas seulement une mainmise sur les institutions, mais avec la 'Financial Crime Commission', le gouvernement cherche à usurper le pouvoir du DPP, ce qui va à l'encontre de la section 72 de la Constitution. Et le rapport de 2025 sera encore plus grave pour Maurice. Les répercussions auxquelles le pays devra faire face sont nombreuses : le nombre de touristes foulant le sol mauricien pourrait connaître une baisse, car ces derniers pourraient hésiter à visiter un pays où la liberté d'expression est bafouée. Sans compter que cela pourrait également avoir un impact sur les investisseurs qui souhaitent venir investir dans le pays* », conclut-il.



UP

La participation des athlètes mauriciens aux 13e Jeux Africains au Ghana représente une opportunité exceptionnelle pour le sport mauricien. Ces jeux mettent en lumière le talent et le dévouement des jeunes athlètes, tout en promouvant des valeurs telles que le patriotisme et le fair-play. Engagés dans 13 disciplines, les sportifs mauriciens, à l'image de Kate Foo Kune, porte-drapeau, Kitty Lent et Jean-Ian Carré, capitaines des équipes féminine et masculine, sont prêts à briller, inspirant ainsi les générations futures à poursuivre leurs passions sportives.



A ÉTÉ DIT



« Fer atansion, Morisien bizin pa perdi zot spiritualite. Pa les relizion politize pa bon pu enn pei sa. »

Navin Ramgoolam
Grand Bassin
6 mars 2024

C'EST ÉCRIT

"In consonance with the theme of the campaign of International Women's Day, the involvement of men in the battle for gender justice will "inspire inclusion" as it will help to combat stereotypes and prejudices; unlock the talents and potential of women; break the glass ceiling, stained or

otherwise, and bring added value to society. In the private sphere, there will be more opportunities for mutual understanding and cooperation; lesser friction and antagonism ending up in gender-based violence, and more sharing and greater symbiosis between male and female partners."

Sheila Bappoo
L'Express
6 mars 2024



DOWN



La nomination controversée de Navin Beekarry comme directeur général de la Financial Crimes Commission (FCC) alimente les craintes d'abus et de politisation de cette nouvelle institution. Son passé à la tête de l'ICAC soulève des doutes quant à son impartialité. L'opposition s'oppose vivement à cette nomination.

Ken Arian, toujours CEO d'Airport Holdings Ltd (AHL), aurait été forcé de quitter le conseil d'administration d'Air Mauritius (MK) en raison de son ingérence excessive. Son départ tardif soulève des questions sur la gouvernance et l'efficacité de la gestion. Les critiques soulignent son attitude autoritaire et ses conséquences néfastes sur MK et le tourisme.



QUI S'EN SOUCIE ?

Cela se passe à la Route Royale, à Vacoas, en face du bâtiment de la Municipalité. Avis aux autorités !



Dans les coulisses...

La revanche du Dr Miko

Plusieurs révélations sont attendues dans l'affaire intentée par le père d'un enfant privé de place dans un collège d'État malgré ses excellents résultats. Il se trouve qu'un des personnages qui s'occupe personnellement de ce dossier aurait été recruté sur une base contractuelle par l'une des entités étatiques mise en cause dans cette affaire. Cette personne, que ses collègues surnomment Dr Miko pour des raisons évidentes, aurait été accusé de harcèlement sexuel et d'attouchements sur une étudiante dans un collège de Moka en 1993. Malgré des preuves accablantes, Dr Miko s'en serait tiré grâce à ses liens de parenté avec le directeur de l'établissement. Celui qui avait soutenu la victime et porté l'affaire devant les autorités est nul autre que le père de l'enfant dont les droits ont été bafoués aux derniers examens du PSAC.

Boycott injustifié

Le « *Professional First Aiders and Pathfinders* » a été informé que ses membres ne pourront pas participer à la parade lors des célébrations officielles de l'indépendance au Champ-de-Mars ce mardi 12 mars 2024. Officiellement, aucune raison ne leur a été transmise, bien qu'on prétende qu'ils ne savent pas parader alors que les membres de cette association le font depuis des années. Officieusement, l'on évoque des motifs politiques pour expliquer ce boycott. Voilà comment des célébrations officielles visant à mettre en avant le pluriculturalisme et le vivre-ensemble de notre pays sont politisées !

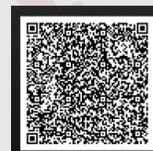


Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos, vidéos ou doléances. Elles seront traitées en toute confidentialité et seront publiées dans le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY TIMES

Reza Uteem

“ La gestion d’Air Mauritius et du port, qui tombent sous la tutelle du PMO, dépeint l’incompétence au sommet du GM ”



Dans l’entretien qui suit, le député et président du MMM, Reza Uteem, commente certains sujets d’actualité et évoque également les priorités de l’alliance PTr-MMM-PMSD.

■ Zahirah RADHA

Q : La démission de l’ex-ministre Vikram Hurdoyal semble avoir bousculé les échéances électorales. Comment la situation va-t-elle évoluer selon vous ?

La démission de l’ex-ministre Hurdoyal a effectivement chamboulé les plans du Premier ministre. Ce dernier affirmait auparavant que les élections générales pouvaient être tenues jusqu’à l’année prochaine. Or, les choses ont changé. Je le vois difficilement donner une élection partielle au no. 10 au risque de recevoir une raclée dans cette région rurale à la veille des élections générales. Raison pour laquelle je pense qu’on se dirige directement vers des élections générales. Celles-ci se tiendront probablement vers septembre ou octobre, puisque je pense que le PM dissoudra le Parlement quelques semaines après la présentation du dernier budget. Un budget diabète, qui sera synonyme de promesses et de *freebies*, pour essayer d’amadouer et d’endormir la population. Cela ne va pas marcher.

Q : Comment l’alliance PTr-MMM-PMSD se prépare-t-elle face à cette éventualité ?

L’alliance PTr-MMM-PMSD est bien rodée et poursuit son chemin. Il y a une bonne entente entre les dirigeants d’une part et entre les activistes d’autre part. Les dirigeants nous ont demandé de descendre sur le terrain ensemble, et ce dans les 20 circonscriptions. Il y a aussi des événements qui sont à l’agenda, à commencer par la cérémonie du lever de drapeau qui est prévue pour ce mardi 12 mars à la place du Quai à Port-Louis. Il y aura ensuite le grand meeting du 1^{er} mai devant la municipalité de Port-Louis. Des congrès et des réunions sont aussi prévus.

Q : Comment se passe donc l’entente sur le terrain ?

Il y a plus d’entente dans certaines

circonscriptions que dans d’autres. La raison est simple. La liste des candidats n’a pas encore été finalisée. Ce qui fait qu’il y a plusieurs candidats potentiels qui sont présents sur le terrain. Mais lorsque les élections s’approcheront, nous aurons une meilleure idée de ceux qui représenteront l’alliance PTr-MMM-PMSD. En fait, nous avons trop de candidats

(*rires*). Il nous incombera de présenter la meilleure équipe qui soit non seulement pour remporter les prochaines élections, mais aussi pour diriger le pays par la suite.

Q : Le Parlement devra reprendre ses droits vers la fin de ce mois-ci. J’imagine que l’opposition a du pain sur la planche avec le nombre de scandales et la mauvaise gestion qui ont secoué le pays depuis les vacances parlementaires, n’est-ce pas ?

Après ce congé forcé de plus de trois mois, nous sommes impatients de retourner au Parlement. Nous interpellons le gouvernement sur plusieurs dossiers, que ce soit au niveau national ou régional. Ma circonscription, par exemple, a été très affectée par le cyclone Belal. Beaucoup de maisons ont été inondées et plusieurs voitures ont été endommagées. Malgré l’état ‘*total loss*’ de ces voitures, les propriétaires n’ont pas eu la compensation qu’il fallait. Le gouvernement est responsable puisqu’il est incapable de gérer les catastrophes naturelles.

Les inondations à Port-Louis étaient prévisibles. Neuf ans après celles de 2013, le gouvernement n’a rien fait pour réduire les risques. Les drains sont bouchés, faute d’avoir été nettoyés. Les éboueurs ne sont même pas équipés pour soulever les *slabs* et nettoyer en-dessous. Il faut, comme il y en a ailleurs, des robots automatiques pour nettoyer les ponts et les drains. La municipalité de Port-Louis, comme les autres aussi j’en suis sûr, n’a pas d’équipements et les *overtimes* sont bloquées. Cela relève d’une mauvaise gestion. Résultat : on en a vu avec le cyclone Belal.

Q : Vous étiez aux côtés des marchands du Ruisseau du Pouce durant la semaine écoulée pour les soutenir contre la décision de la municipalité de Port-Louis. Celle-ci a-t-elle trouvé des solutions jusqu’ici ?

Mettons les choses en perspective. Les marchands que j’ai rencontrés en plusieurs occasions ne sont pas contre le fait de quitter le Ruisseau du Pouce. Tout ce qu’ils réclament, c’est que la municipalité leur octroie une place où ils peuvent travailler en payant la même location, soit Rs 500. La municipalité, il faut savoir, leur a demandé de travailler au *Victoria Urban Terminal* (VUT) contre une location de Rs 4000. Ce qui est révoltant, c’est que le ministre de tutelle a lui-même confirmé au Parlement qu’un étage entier du VUT sera libéré parce que les marchands ont rendu leurs échoppes, faute de travail. La municipalité de PL aurait dû trouver d’autres places pour accommoder ces marchands, soit à la Garden Tower par exemple, ou ailleurs pour qu’ils puissent gagner leur vie honnêtement.

Quant à la destruction des infrastructures se trouvant sur le pont, il faut le faire si cela aide à l’évacuation des eaux. Mais cela ne servira à rien de détruire les échoppes au Ruisseau du Pouce et pas le bâtiment abritant KFC et le parking privé, comme recommandé dans le rapport du *Fact Finding Committee*. Si *bizin crazé*, *bizin craze partout*. Or, le lord-maire affirme qu’il lui faut négocier avec ces gros commerçants. C’est incroyable ! Pourtant, la loi est claire. Si le terrain sur lequel se trouve ce bâtiment appartient à l’État, le gouvernement doit reprendre le bail. Si c’est un terrain privé, le gouvernement doit faire une ‘*compulsory acquisition*’ sous la ‘*Land Acquisition Act*’. Le Lord-maire ne peut pas être l’otage du gros capital.

Q : La Silver Bank a été mise sous conservatorship. Pensez-vous que cette situation aurait pu être évitée si la BoM avait assumé ses responsabilités comme il se doit ?

C’est un énorme scandale ! Pour commencer, la *Silver Bank*, qui a repris les activités de *Banyan Tree Bank*, n’aurait jamais dû obtenir de licence. D’ailleurs, selon mes renseignements, la Banque de Maurice (BoM) était elle-même réticente à octroyer cette licence, étant donné que les promoteurs n’avaient aucune expérience bancaire. Il a aussi eu un jugement en Angleterre concernant un

certain Gupta. La banque centrale ne peut donc pas plaider l’ignorance. Je tiens aussi à rappeler que le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, a refusé de dévoiler les ‘*beneficial owners*’ de cette banque au Parlement.

En tant qu’avocat, j’ai personnellement écrit à la banque centrale au nom de mes clients depuis plusieurs mois pour l’informer que ces derniers n’étaient pas autorisés à effectuer des retraits. Ce qui démontre clairement qu’il y a un problème de liquidités au sein de cette banque. Pourquoi n’a-t-elle pris aucune action ? Pourquoi la BoM a-t-elle donné une licence bancaire à *Silver Bank* et l’a ensuite laissé opérer alors qu’elle était dans une situation d’insolvabilité ? Sans compter qu’il y a aussi eu un rapport d’un auditeur interne qui a fait état de malversations et de pratiques frauduleuses. Mais la BoM a continué à fermer les yeux, sans prendre de sanctions.

Q : La BoM a donc laissé perdurer cette situation ?

Définitivement ! La BoM pourra-t-elle aujourd’hui donner la garantie que tous les clients de la *Silver Bank* retrouveront leur argent ? C’est ce que je veux savoir. Je veux aussi que le ministre des Finances vienne donner cette garantie à la population.

Q : Il est resté plutôt tranquille sur ce dossier...

J’ai eu l’occasion d’interviewer certains responsables des municipalités de Port-Louis et de Curepipe dans le cadre du rapport du PAC. Ces deux municipalités avaient déposé des fonds à l’ex-*Banyan Tree Bank*. Elles voulaient retirer leur argent de cette banque, mais le ministère des Finances les a mises en garde contre cette décision, arguant qu’elles risquaient de tout perdre. Les officiers et le ministre des Finances peuvent-ils aujourd’hui donner la garantie que ces collectivités retrouveront leur argent ? Ce n’est pas tout. Des ‘*special funds*’ à coup de milliards de roupies avaient également été déposés à la *Silver Bank*. J’avais d’ailleurs soulevé cette question au Parlement parce que ce dépôt enfreignait les règlements du ministère des Finances lui-même qui préconisait que les excédents d’argent doivent être placés comme des bons du trésor auprès de la banque centrale. Or, dans certains cas, cet argent avait été placé à la *Silver Bank*.

Il coule de source qu’une fois au gouvernement, il nous faudra faire toute la lumière sur cela. Mais encore

une fois, ce n'est pas tout. Même *post-conservatorship*, il y a anguille sous roche. Parmi tous les comptables compétents qu'il y a à Maurice, le gouvernement n'a choisi de nommer que l'associé de Star Haje Abdoula, qui est le *blue-eyed boy* de Pravind Jugnauth. Ce dernier, rappelons-le, est aussi chairman d'une banque commerciale, soit la SBM.

Q : Ce qui sous-entend qu'il y a un conflit d'intérêts...

C'est évident qu'il y en a un. Un partenaire s'occupera donc de la SBM et l'autre de la *Silver Bank*. *Lakwizinn rode met zis so dimoune partout*. Ce qui démontre l'état d'esprit de ce gouvernement.

Q : En parlant de *blue-eyed boy*, Ken Arian a démissionné du conseil d'administration d'Air Mauritius, mais il reste le CEO d'Airport Holdings Ltd (AHL). Il semble qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond, surtout après la mauvaise gestion de la compagnie d'aviation nationale ces derniers temps. Qu'en pensez-vous ?

Cela me brise le cœur de constater ce qu'Air Mauritius est devenu. Cette compagnie était jadis la fierté nationale et je me faisais un point d'honneur d'y voyager autant que je peux. Lors d'un déplacement au Singapour pour des raisons médicales il y a deux semaines de cela, le siège qui se trouvait à côté de moi était hors service. Du jamais-vu ! Pendant la Covid-19, Air Mauritius a vendu tous ses avions neufs et aujourd'hui, elle est contrainte de louer de vieux avions. Tout le personnel qualifié a été mis à la porte et désormais, il n'y a plus personne d'expérience pour y travailler. Et pourtant, la MIC a injecté plus de Rs 20 milliards dans *Airports of Mauritius*. Cette situation est préoccupante.

Pour corser l'addition, la compagnie est rongée par une guerre de clans. Il faut des personnes compétentes pour diriger des compagnies nationales qui ont des intérêts nationaux. J'ai ri un bon coup lorsqu'un journaliste m'a dit que Ken Arian a démissionné cause de la mauvaise gouvernance. Sa nomination elle-même relève de la mauvaise gouvernance. Idem pour les nominations sur le *board*. Ce sont tous des protégés de Lakwizinn. *Si au moins Lakwizinn ti met dimoune ki kone cuit manzé, ti pou gagne résultats*.

Q : Justement, quelles seront les priorités de l'Alliance PTr-MMM-PMSD en termes de programme gouvernemental, outre celles déjà annoncées ?

Il y a un comité qui y travaille sous la présidence de Xavier Luc Duval, et dont je fais partie. Nous avons eu beaucoup de suggestions de la part des membres de nos partis, mais aussi de la population qui a répondu présente à nos appels. Nous avons déjà annoncé cinq mesures phares, notamment pour la révision du fonctionnement

du Parlement et la mise sur pied d'un *Appointment Committee* pour les nominations. Quant à la pension de vieillesse, nous assurons à nos aînés qu'elle ne sera pas en-dessous de Rs 13 500, contrairement à ce que le gouvernement veut faire croire. Elle sera peut-être à plus que Rs 13 500, mais pas moins. La loi sur la *'Financial Crimes Commission'* (FCC) sera aussi révoquée. C'est une machine à blanchir les membres du gouvernement qui sont sujets à des enquêtes de l'ICAC. Et finalement, les jeunes seront exemptés de l'*income tax* pendant une période de dix ans, soit jusqu'à l'âge de 28 ans. D'autres mesures phares seront annoncées en temps et lieu.

Q : N'y a-t-il pas une surenchère en ce qu'il s'agit de la pension de vieillesse ?

La pension de vieillesse ne sera pas un point déterminant pour les prochaines élections. Comme je l'ai dit, nous l'augmenterons autant que possible. Mais il y a aussi d'autres mesures qu'il faudra prendre en faveur des retraités. En dépit de l'augmentation de la pension, les retraités n'ont pas plus d'argent parce que le coût de la vie a augmenté et le prix des médicaments a pris l'ascenseur. Il faudra réduire leurs prix.

Si l'acquisition des médicaments se faisait comme il faut dans les hôpitaux, la plupart des pharmacies privées auraient fait faillite. Or, certains médicaments sont achetés en grande quantité, au risque d'être jetés par la suite alors que d'autres ne sont pas achetés en quantité suffisante. Cette situation est tolérée depuis des années puisqu'elle permet d'allouer des contrats aux proches du régime à un prix fort et en passant sous l'*emergency procurement*. Il faut donc y mettre de l'ordre. Et en cas de pénurie de certains médicaments dans les hôpitaux, le gouvernement doit prendre en charge ce coût, en venant avec une forme d'aide financière.

Il faudra aussi libéraliser l'importation des médicaments, en permettant l'importation parallèle. Les gros importateurs de certains produits pharmaceutiques font la pluie et le beau temps puisqu'ils sont en situation de monopole. Même si la marge de profit est contrôlée, des façons existent pour augmenter le prix d'achat, notamment à travers le *re-invoicing*. Avec l'importation parallèle, il y aura une plus grande compétition et le prix des médicaments baissera. Ce sont des mesures que le gouvernement aurait dû prendre, mais il ne l'a pas fait parce qu'il est l'otage d'une clique. On a vu d'ailleurs comment il a toléré que la mafia opère durant la Covid-19.

Q : Le coût de la vie est un sujet préoccupant. Que préconisez-vous pour stabiliser la valeur de la roupie qui contribue aussi au coût élevé de la vie ?

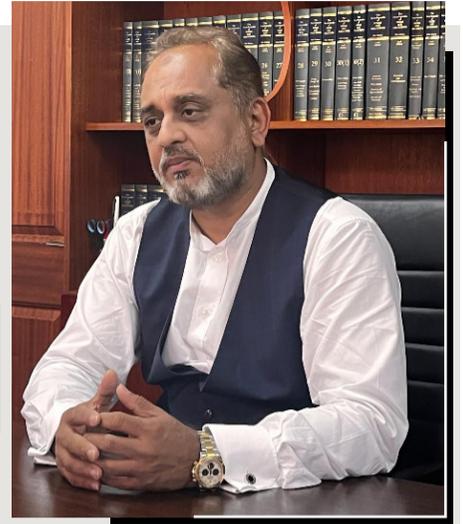
« La BoM pourra-t-elle aujourd'hui donner la garantie que tous les clients de la Silver Bank retrouveront leur argent ? C'est ce que je veux savoir. Je veux aussi que le ministre des Finances vienne donner cette garantie à la population »

La valeur de la roupie dépend de l'offre et de la demande. Pour augmenter l'offre de la roupie, il faudra exporter davantage. Pour cela, il faudra donner des incitations, notamment en développant de nouveaux secteurs porteurs qui nous permettront d'avoir des rentrées en devises. Le secteur portuaire, par exemple, mérite d'être redynamisé. C'est un crime ce qu'il est devenu aujourd'hui. Rien n'a été fait depuis 2014 pour l'améliorer et pour le rendre plus compétitif. Ce n'est pas une coïncidence si Air Mauritius et le port tombent tous les deux sous la tutelle du Premier ministre, Pravind Jugnauth. Cela dépeint l'incompétence qui existe à la tête du gouvernement.

Le secteur portuaire sera un secteur clé dans notre développement stratégique une fois qu'on sera au gouvernement. Pour que Maurice devienne un hub, il faudra attirer les gros opérateurs pour qu'ils fassent leurs transbordements chez nous. Et à partir de chez nous, des navettes pourront prendre le relai pour aller jusqu'aux ports africains, dont Nairobi, Djibouti et même l'Afrique du sud. Cela permettra non seulement le développement de notre secteur portuaire, mais aussi des secteurs auxiliaires, comme les banques, les compagnies d'assurance, les courtiers et le ravitaillement, entre autres. C'est tout un écosystème qui se développera autour du port.

Q : Il y a le programme électoral d'un côté et de l'autre, il y a aussi le vœu de l'électorat qui cherche un renouveau politique. Comment l'alliance PTr-MMM-PMSD compte-t-elle concilier les deux pour répondre aux exigences de l'électorat ?

Nous formerons le prochain gouvernement et il comptera un bon dosage de jeunes et de personnes d'expérience. On ne peut pas mettre tous nos aînés au placard, puisqu'ils ont une certaine expérience et maturité que les jeunes n'ont pas. En même temps, il nous faut des jeunes pour plus de dynamisme, de nouvelles idées et d'innovation pour le progrès du pays. Les trois leaders que sont Navin Ramgoolam, Paul Bérenger et Xavier Luc Duval sont bien conscients de cette responsabilité et ils ne rateront pas leur rendez-vous avec l'histoire. Comme je vous l'ai dit, la liste des candidats n'a pas encore été finalisée mais au moment venu, je n'ai aucun doute qu'il y aura une bonne dose de jeunes comme candidats.



Q : Le Premier ministre est particulièrement actif sur le terrain ces derniers temps. Pouvez-vous garder le même rythme ?

Je dirai plutôt que le Premier ministre ne rate aucune occasion pour abuser des fonds publics – auxquels nous contribuons – pour faire des campagnes politiques partisans, comme cela a été le cas avec la journée internationale de la femme. Il n'a, par contre, rien dit sur Mme Kistnen, ou sur cette jeune femme qui avait été arrêtée et détenue pour avoir partagé un post humoristique, ou encore cette autre femme arrêtée également à cause de ses publications sur les réseaux sociaux (*ndlr : Rachna Seenauth et Fariha Ruhomally respectivement*). La police a agi de façon démesurée et dominère contre ces femmes et le Premier ministre n'a rien trouvé à dire. Il n'a pipé mot non plus sur les cas des enfants qui vivent dans des *shelters* qui ne fonctionnent pas. Tout ce qu'il a fait, c'est de tenir des discours politiques.

Q : Le gouvernement dispose de pas mal de logistiques et de ressources financières qu'il mettra sans doute à contribution lors des prochaines élections, comparé à l'opposition qui a des ressources limitées. Êtes-vous confiant que l'électorat saura faire la différence entre ce que le gouvernement va offrir et ce que vous proposez ?

Vous avez raison de dire qu'il ne faudra pas sous-estimer le pouvoir de l'argent. Le MSM en a beaucoup, d'autant que ses alliés ont fait le plein de contrats. *Zot ena enkor plis larzan ki 2019*. Je pense néanmoins que les Mauriciens ont suffisamment de maturité pour faire le bon choix. Je n'ai aucun doute que l'alliance PTr-MMM-PMSD remportera une belle victoire. Mais ce qui me préoccupe davantage, c'est le travail qu'on devra faire après les élections. Il nous faudra attirer les meilleures compétences pour les postes à responsabilités. Il nous faudra prévenir l'exode des jeunes à travers la méritocratie et l'égalité des chances. *Sa ti kas ki l'électorat pou gagné avec MSM la, li pa pou pèse lourd par rapport à l'espoir ki li pou met dans l'alliance pou ene nouveau départ vers la prospérité économique kot zot tou pou kapave respirer librement et vivre démocratiquement*.

Journée internationale des droits des femmes

Ces femmes persécutées pour avoir élevé la voix contre des injustices

La Journée internationale de la Femme, célébrée le 8 mars de chaque année, offre une occasion de mettre en lumière la lutte incessante des femmes pour obtenir une place égale à celle des hommes dans la société. Cette bataille est ardue, et atteindre cet objectif n'est pas une tâche facile, comme en témoigne la persistance des inégalités à différents niveaux, que ce soit sur le plan politique, social ou professionnel.

Bien que des progrès aient été réalisés, les femmes continuent de faire face à des obstacles importants. Alors que nous mettons de plus en plus l'accent sur la valorisation des femmes dans la société, il est regrettable de constater que celles qui osent dénoncer les injustices sont souvent persécutées. Rencontre avec quelques femmes qui ont subi de tels traitements.

Yogita Baboo Rama : « Valoriser les efforts des femmes dans la société »

Yogita Baboo Rama, licenciée par la compagnie aérienne nationale Air Mauritius, souligne que malgré les progrès réalisés depuis l'indépendance de Maurice en 1968, les femmes peinent toujours à être pleinement acceptées dans un monde où les hommes prédominent. Elle insiste sur la nécessité de valoriser les contributions des femmes à la société, afin qu'elles se sentent pleinement intégrées. « Lorsque l'on aborde l'égalité des genres, il est essentiel de valoriser les efforts des femmes dans la société, avec respect. C'est uniquement ainsi que les femmes pourront se sentir à l'aise dans un monde encore largement dominé

par les hommes. Pour qu'elles soient pleinement valorisées dans la société, il est crucial d'accepter l'idée qu'elles peuvent travailler dans tous les domaines, tout comme les hommes, et qu'elles sont tout aussi capables de gérer les situations qui se présentent », dit-elle.

Elle se souvient de son licenciement brutal, où son statut de femme syndicaliste, de veuve et de mère célibataire n'a pas été pris en considération. Elle a simplement



été mise à l'écart pour avoir dénoncé les dysfonctionnements de la compagnie aérienne, une situation que l'AMCCA était le seul syndicat à dénoncer, et s'est retrouvée financièrement dépendante de sa famille.

En tant que présidente de l'AMCCA, son cheval de bataille est l'injustice. Yogita Baboo Rama soulève également des questions importantes : Avons-nous réellement réfléchi aux droits des femmes, à leur promotion à des postes décisionnels, à leur indépendance et à leur égalité avec les hommes avant de les licencier ?

Nathalie Gopee : « En politique, les hommes persistent à placer les femmes en position inférieure »

Nathalie Gopee, également sous les feux des projecteurs récemment pour avoir dénoncé des maltraitances et des menaces du PPS du gouvernement Kenny Dhunoo, exprime son inquiétude quant à son avenir. En tant que conseillère municipale à Curepipe, elle fait état de



critiques sexistes après avoir réclamé ses droits et dénoncé des injustices. Elle déplore que les femmes soient encore confrontées à de telles situations de nos jours et souligne la nécessité pour elles d'être fortes et résilientes face à ces défis. Selon elle, dans la société actuelle, on n'encourage plus les femmes à dénoncer les injustices et à progresser. De plus, elle ajoute que lorsqu'une femme envisage de dénoncer l'État ou toute autre entité, elle doit s'attendre à des représailles. Elle souligne également le manque de soutien entre femmes, notamment lorsqu'une femme porte plainte contre un homme et n'est pas assistée par une policière. « Ce manque d'assistance entre femmes dans le pays pose problème : comment peut-on dénoncer des injustices lorsque le regard des autres est porteur de jugement ? », interroge-t-elle.

Selon Nathalie Gopee, il est clair que des changements sont nécessaires pour transformer les mentalités et les perceptions générales. Elle prend l'exemple d'une journaliste de la télévision nationale de la MBC, critiquée après avoir commis une erreur en direct. « Ces critiques massives ne font que décourager les femmes au lieu de les encourager », souligne-t-elle.

« Il est impératif que la société modifie sa mentalité. Actuellement, les critiques envers les femmes proviennent souvent du parti adverse, alors que dans de nombreux cas, les femmes sont aussi compétentes, voire plus, que les hommes. La question se pose : devons-nous démontrer que nous sommes plus aptes que nos homologues masculins ? En politique, les hommes persistent à placer les femmes en position inférieure et à les faire travailler sous leurs ordres, rendant difficile pour elles de s'épanouir dans ce domaine. Il est temps de valoriser le travail des femmes, notamment le 8 mars, journée dédiée à leur reconnaissance, mais où l'accent n'est pas suffisamment mis sur leur promotion. Il est nécessaire de rappeler quotidiennement aux Mauriciens que les femmes ont leur place dans la société et que leurs droits doivent être respectés non seulement par les partis politiques, mais aussi par l'ensemble de la société », ajoute-t-elle.

Elle insiste sur le fait que bien que la maison soit un lieu où les femmes occupent souvent un rôle traditionnel, elles peuvent également contribuer à la société. La conseillère municipale demande instamment à ce que les femmes soient respectées dans tous les domaines de la vie sociale.

Simla Kistnen : « Reconnaître la capacité des femmes et leur accorder la valeur qu'elles méritent »

Simla Kistnen, veuve de Soopramanien Kistnen, lutte depuis longtemps pour obtenir justice pour son défunt mari. Cela fait maintenant quatre ans qu'elle attend de pouvoir faire son deuil. Malgré les difficultés, elle n'a jamais abandonné et continue de se battre en tant que mère, épouse et femme. Elle affirme vivre une situation inédite, mais reste déterminée dans ses

actions. Selon elle, les femmes doivent avoir du courage pour surmonter les obstacles. Récemment, elle a été arrêtée par la CCID, ce qui l'a profondément choquée alors qu'elle se préparait pour le pèlerinage à Grand Bassin avec



son fils. Simla souligne l'importance de reconnaître la capacité des femmes et de leur accorder la valeur qu'elles méritent. Elle estime qu'il faut faire davantage pour promouvoir les femmes et que le pays doit redoubler d'efforts pour les valoriser.

Prisheela Mottee, présidente de 'Raise Brave Girl' : « Intensifier les efforts de sensibilisation et d'éducation »

Présidente de 'Raise Brave Girl', Prisheela Mottee estime que Maurice a progressé en matière d'égalité des genres, notamment en termes d'emploi, d'éducation, de droits de vote et de liberté d'expression.



Cependant, malgré les progrès législatifs pour protéger les femmes, celles-ci se heurtent toujours au plafond de verre dans de nombreux domaines. Bien que le pays compte cinq ministres femmes, représentant plus de 50% de la population, les femmes restent sous-représentées dans les postes de direction. Elle souligne que la valorisation des femmes passe par leur autonomisation, et constate que malgré les lois, les femmes demeurent les principales victimes de la violence domestique et du harcèlement en ligne. Pour elle, l'éducation est la clé de la

valorisation des femmes, et cela doit commencer dès le plus jeune âge, en intégrant des modèles féminins dans le système éducatif et en éliminant les préjugés sexistes. Elle appelle à des campagnes de sensibilisation et d'éducation à tous les niveaux de la société, ainsi qu'à l'élimination de la communication sexiste dans les médias.

« Il est vrai qu'un fossé générationnel persiste, mais tout en travaillant sur l'éducation pour promouvoir la valorisation des femmes, nous devons mener des campagnes de sensibilisation auprès de nos aînés. Avec une population vieillissante, il est crucial de collaborer avec les grands-parents, qui jouent un rôle essentiel dans le transfert culturel vers les jeunes générations, leurs petits-enfants. En créant des

groupes de discussion ciblés dans les centres sociaux, nous pouvons partager et mettre en valeur les contributions des femmes au progrès du pays. Cette sensibilisation aura un effet d'entraînement lorsque les grands-parents transmettront ces connaissances dans le cadre familial », avance-t-elle.

« Je suis fermement convaincu que nous sommes encore profondément enracinés dans une société patriarcale où la perception de la domination masculine persiste. Il est impératif de reconsidérer cette mentalité et de promouvoir activement le concept d'égalité des genres. Toutes les parties prenantes, y compris les médias, les législateurs et les ONG, doivent intensifier leurs efforts de sensibilisation et d'éducation. Bien que nous puissions avoir les meilleures lois au monde, elles ne seront pas efficaces sans une formation juridique adéquate », conclut-elle.

Propositions budgétaires

La NTUC réclame Rs 16 500 pour les personnes âgées

La 'National Trade Union Confederation' (NTUC) a récemment adressé plusieurs propositions et suggestions dans le cadre des consultations pré-budgétaires 2024-2025. Le président de la NTUC, Narendranath Gopee, rappelant qu'en 2019, le gouvernement avait promis que la pension de la vieillesse serait augmentée à Rs 13 500, déplore le fait que les personnes âgées touchent toujours entre Rs 10 000 à Rs 11 000 par mois. Il a ainsi souligné que les seniors font face à d'énormes difficultés pour subvenir à leurs besoins et souhaite que les pensionnaires bénéficient de Rs 16 500 à partir de juillet 2024, ce qui, selon le syndicaliste, serait conforme au salaire minimum.

Concernant les légumes et les denrées alimentaires, la NTUC propose que le gouvernement investisse dans la construction de bâtiments de stockage ayant une capacité adéquate et équipés de sources de lumière UV. « *Ce type de préservation n'entraîne aucun risque de pollution radiative. L'accès à l'intérieur de ces unités de stockage doit être strictement contrôlé afin d'éviter le transport de microbes et de bactéries venant de l'extérieur* », dit-il. Narendranath Gopee estime aussi que le gouvernement doit offrir des mesures d'incitation aux propriétaires fonciers privés pour les encourager à

cultiver leurs terres en produisant des légumes, des fruits, et d'autres produits de base essentiels.

Deuxièmement, dit-il, les propriétaires fonciers privés qui, bien qu'ayant bénéficié de l'aide gouvernementale 'Land Conversion Tax' pour l'entretien, négligeant encore sa parcelle de terrain, doit bénéficier d'une 'Land Neglect Tax'. Pour lui, la 'Land Conversion Tax' doit être revue à la hausse pour décourager la conversion des terres agricoles en terres résidentielles. D'autre part, le syndicaliste fait comprendre que le gouvernement doit convertir les terres qui ont été abandonnées pendant une longue période - plus de 30 ans - en terres d'État - et qu'elles doivent être utilisées pour la cultivation. « *Le gouvernement doit soutenir les projets agricoles en aidant financièrement les personnes qui souhaiteraient se lancer dans de tels domaines* », dit-il.

En ce qui concerne le transport gratuit, le président de la NTUC soutient que les subventions accordées aux opérateurs doivent être abolies et a ajouté qu'une somme de Rs 750 devrait être intégrée dans la 'Basic Retirement Pension' dont bénéficient les personnes âgées, afin qu'elles puissent l'utiliser pour leurs déplacements. Face au nombre de diplômés dans notre pays qui inondent

le marché du travail sans parvenir à trouver un emploi, ainsi qu'au fait qu'un certain nombre d'officiers à la retraite travaillent sous contrat, la NTUC propose que l'âge de la retraite soit abaissé à 60 ans, qu'il soit mis fin à l'emploi contractuel des dirigeants/travailleurs/employés retraités, et que le contrat de ces officiers/ouvriers/employés soit résilié pour que ceux déjà en poste puissent obtenir leur promotion.

Tout en situant l'importance des négociations collectives, la NTUC propose aussi que le PRB puisse conserver son statut concernant les salaires des fonctionnaires. Selon lui, le mécanisme de négociations collectives est important pour satisfaire les attentes et aspirations des travailleurs. La création d'un 'Independent National Disciplinary Council', d'une 'VAT Exempt Card' pour tous les retraités, dont la pension intégrée (Basic Retirement Pension + Occupational Pension) ne dépasse pas Rs 60 000 par mois et d'un 'medical file' contre un paiement figure aussi parmi ses propositions.



Narendranath Gopee

Droit à l'information

Le président de la NTUC estime également que le droit à l'information est essentiel pour le bon fonctionnement d'un État démocratique afin que le gouvernement soit responsable envers la population.

« *Cela permet aux personnes de prendre connaissances des actions et politiques du gouvernement, ainsi que de la manière dont l'argent public est dépensé. Le droit à l'information est une arme puissante pour lutter contre la corruption et tenir le gouvernement responsable de ses actes. En promulguant la loi sur la Commission de la criminalité financière, le gouvernement a reconnu à juste titre que la corruption fait partie du mal de cette société. Afin de réduire les pratiques de corruption et de maintenir la population consciente de l'importance des décisions du gouvernement, la loi sur le droit à l'information doit être promulguée. C'est l'une des promesses électorales que ce gouvernement a été élu en 2014. Maintenant, il est tout à fait légitime que le gouvernement concrétise son engagement pour le bien-être de la population et du pays* », dit-il.

Le syndicat des pêcheurs réclame le financement de six navires de pêche hauturière

Certaines mesures présentées lors de la séance budgétaire par le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, n'ont pas encore été concrétisées, affirme le syndicat des pêcheurs, dirigé par Judex Rampaul. Cette fois-ci, il exprime son espoir que les propositions faites seront en faveur de la communauté des pêcheurs.

Ayant déjà transmis ses propositions au ministre des Finances, il demande une restructuration du 'Fisherman Investment Trust', et plaide pour qu'un pêcheur professionnel soit nommé à la tête de cette organisation, afin d'assurer une gestion équitable et transparente, prenant en compte les défis auxquels l'industrie de la pêche est confrontée.

En ce qui concerne la 'Fisherman Investment Tax', Judex Rampaul propose l'instauration d'une taxe d'un euro sur chaque touriste lors de son séjour à Maurice. Cette taxe serait reversée à l'organisation pour soutenir ses activités. Il demande également l'annulation des prêts contractés par les pêcheurs auprès de la Banque

de développement de Maurice, datant de plus de 15 à 20 ans. Concernant la compensation pour la retraite volontaire, il soutient la nécessité d'élaborer des programmes de compensation pour les pêcheurs de plus de 65 ans optant pour une retraite volontaire.

En ce qui concerne la formation et l'enregistrement des nouveaux pêcheurs artisanaux et des pêcheurs de banc, il plaide en faveur de la création de programmes de formation et d'enregistrement, afin de renforcer la main-d'œuvre du secteur. Pour la formation des nouveaux skippers et mécaniciens, il insiste sur la nécessité de mettre en place des formations spécialisées, notamment pour la pêche hauturière.

L'acquisition de nouveaux navires de pêche a toujours été une priorité



pour le secteur de la pêche, aussi, le syndicat des pêcheurs demande une allocation de Rs 100 millions pour financer la construction de six navires de pêche hauturière équipés de technologies modernes, ce qui contribuera à augmenter la productivité des pêcheurs, tout en réduisant l'impact sur l'écosystème marin.

Une subvention pour couvrir les coûts de l'assurance des bateaux ainsi que les frais de carburant est également

demandée. Cette subvention aiderait les pêcheurs dont les navires parcourent de longues distances pendant 15 jours pour la pêche, à réduire leurs coûts de fonctionnement. De plus, une subvention de 75 % devrait être accordée pour l'achat de moteurs hors-bord de 8 à 60 chevaux afin de soutenir les opérations des pêcheurs, ainsi que des subventions pour l'acquisition d'équipements de navigation pour améliorer la sécurité des pêcheurs.

Afin de promouvoir la vente des poissons, l'établissement d'une poissonnerie est proposé dans le port de pêche de Trou Fanfaron et dans divers endroits de l'île. De même, l'installation d'une chambre froide et d'une machine à glace pour les coopératives exploitant des navires de pêche semi-industriels dans le port de Trou Fanfaron est recommandée.

L'octroi des places dans les établissements scolaires

Rajen Valayden retire sa plainte et loge une demande de révision judiciaire

La plainte par voie d'affidavit de Rajen Valayden contre le ministère de l'Éducation, le 'Mauritius Examinations Syndicate' (MES) et la ministre de l'Éducation a été appelée



Rajen Valayden

devant la cheffe juge Rehana Mungly Gulbul le lundi 4 février. Les représentants du parquet qui assurent la défense du ministère de l'Éducation et du MES ont remis les contre-affidavits de leurs clients.

Il faut rappeler que dans sa plainte logée le 19 janvier dernier, Rajen Valayden, rédacteur-en-chef du journal en ligne Capital et fondateur de la plateforme Libération Moris, avait affirmé que son fils a été victime de discrimination dans l'allocation des places suite aux examens du PSAC.

Dans les quatre affidavits jurés par les représentants du MES et du ministère, ces derniers maintiennent que tout a été fait selon les dispositions des lois en vigueur, et que Shankaran Valayden n'a été nullement pénalisé.

Le 4 mars, l'affaire a été portée devant la Chef juge. Rajen Valayden souhaite que son fils obtienne une place au Mahatma Gandhi Institute. Cependant, le MES (Ministère de l'Éducation) et la ministre de l'Éducation ont tous deux objecté à cette demande. Le fils de Rajen Valayden est actuellement déscolarisé, ce qui a conduit à une procédure judiciaire.

L'octroi des places

Le ministère de l'Éducation assure que l'octroi des places a été fait selon la proximité des candidats avec les établissements scolaires

en se basant sur les données fournis par le ministère des Terres et du Logement. D'autre part, le ministère de l'Éducation écarte complètement la demande de Rajen Valayden de rendre public les résultats détaillés des examens du PSAC, invoquant la nécessité d'avoir au préalable le consentement des candidats ayant pris part aux examens, ainsi que celui des parents.

Bien qu'ayant soumis leurs affidavits, les représentants légaux du ministère et du MES soutiennent que la voie choisie par Rajen Valayden pour aborder ce litige est inappropriée.

Alors que la cheffe juge a indiqué que la date du procès allait être fixée par voie de circulaire, il

y a eu un revirement de situation le jeudi 7 mars. Le plaignant retire sa plainte et loge une demande de révision judiciaire en faisant usage des informations contenues dans les affidavits soumis par le MES et le ministère concerné.

Autorisation de la Cour

Il demande d'abord l'autorisation de la Cour pour écouter les arguments. Ensuite, le rédacteur de Capital réclame que la liste des candidats aux examens contenant les détails, notamment : les résultats ainsi que leur lieu de résidence, soient remis aux juges en toute confidentialité. Rajen Valayden invite aussi la Cour suprême à faire une déclaration sur la décision des autorités de ne pas allouer une place à son fils au MGSS de Moka. Son changement de stratégie s'accompagne aussi d'un nouveau panel d'avocats comprenant Mes Antoine Domingue SC, Ashvan Luckraz et Vimalen Reddi.

La première étape de cette nouvelle démarche sera d'obtenir l'approbation de la Cour pour entamer le procès. Chose qui a priori ne devrait pas être compliquée étant donné que cette même instance a accédé, il y a quelques

jours de cela, à la demande de Me Shaheena Carrim dans une affaire identique opposant l'avocate au MES. D'autre part, la plainte de Rajen Valayden a été simplifiée et porte uniquement sur les déclarations faites dans les affidavits jurés par les représentants du ministère et du MES.

Preuves et serment

Un des points intéressants à suivre, sera sans nul doute le débat autour des contradictions dans les divers affidavits. Notamment les dires du représentant du MES, le Dr Bhai Imtheaze Ahsun, qui dans l'affidavit du 4 mars rédigé par la 'Deputy Chief State Attorney', Mme Dabeesing Ramlugan, affirme ne pas être au courant des 45 places additionnelles disponibles au MGSS de Moka au 13 décembre 2023.

De plus, dans son affidavit, le MES demande à Rajen Valayden de fournir des preuves de ce qu'il avance alors que cette déclaration a été faite sous serment par le ministère de l'Éducation dans son affidavit en date du 19 février, rédigé par DK Manikaran, 'Principal State Attorney'. Alors que le soutien envers Shankaran Valayden commence à s'amplifier, il y en a beaucoup parmi la population qui sont d'avis que ce manque de transparence dans notre système éducatif a trop duré.

Comme annoncé précédemment, le rédacteur-en-chef du journal en ligne Capital a multiplié les rencontres avec plusieurs organisations militant pour le bien-être des enfants, et autres acteurs influents de la société mauricienne.

Rencontre avec la Haute Commissaire indienne

Dans une déclaration à *Sunday Times*, Rajen Valayden confirme qu'il a sollicité une rencontre avec la Haute Commissaire indienne à Maurice, étant donné que cette instance occupe de par la loi, une place importante au sein du conseil d'administration du Mahatma Gandhi Institute, et que la gestion des MGSS tombe sous la tutelle de cet organisme.

Le rédacteur en chef de Capital affirme qu'il est conscient que c'est une guerre inégale car il se bat contre l'État, qui veut à tout prix maintenir le statu quo. Il se dit toutefois déterminé à remporter chaque bataille.

Suite à son arrestation estimée arbitraire et injustifiée

Ryan Patrice Ferley réclame des dommages de Rs 2 millions à l'État et au Commissaire de police



Ryan Patrice Ferley

Ryan Patrice Ferley a, lundi dernier (26 février 2024), servi une mise en demeure à l'État et au Commissaire de Police. Il réclame la somme de Rs 2 millions pour dommages suite à son arrestation, qu'il juge arbitraire, survenue le 12 février 2024. Il a porté de graves accusations à

l'encontre des officiers de la police qui l'ont arrêté ce jour-là, et avance qu'on l'a séquestré et torturé dans le but de lui faire avouer sa participation dans une affaire de viol, rapportée le 9 février 2024 au poste de police de La Gaulette, alors qu'il n'a absolument rien à voir avec cette affaire ou avec ses protagonistes.

D'autre part, Ryan Patrice Ferley soutient que la police détient toujours son téléphone portable alors que ce ne serait pas justifié, estime-t-il. Selon Me Adrien Duval, il n'y a aucun élément de preuve qui justifie cette démarche de la police. Le montant de Rs 2 millions réclamé au CP et à l'État fait suite aux préjudices que Ryan Patrice Ferley estime avoir subi à cause de son arrestation qu'il juge injustifiée, arbitraire et illégale, tels que la perte de son emploi, de son contrat avec un hôtel et de la location de sa maison. Par ailleurs, explique son homme de loi, cette affaire aurait aussi terni sa réputation, celle de sa famille ainsi que celle de sa conjointe qui est enceinte de huit mois.

Selon Me Adrien Duval, son client souhaite que son affaire soit entendue en Cour intermédiaire et que justice soit faite le plus vite possible. « La priorité, aujourd'hui, c'est de rétablir sa réputation et son honneur », soutient l'homme de loi. Conformément à la procédure, sa plainte sera logée dans un délai d'un mois, soit à partir de la date de sa mise en demeure. Par ailleurs, Me Adrien Duval nous a fait part du besoin pressant de légiférer le 'Police and Criminal Evidence Bill', qui dit-il, dort toujours dans le tiroir du bureau de l'Attorney General depuis plus de dix ans. Or, cela permettra de fixer des règles strictes dans le cadre desquelles un enquêteur pourra obtenir des confessions d'un suspect, et évitera surtout les abus et autres dérapages de la police.

Pour sa part, Me Alexandre Le Blanc a fait ressortir que son client Ryan Patrice Ferley a dit qu'il aurait subi des actes de brutalité, des violences et des menaces très graves par les membres de la police. L'homme de loi a affirmé que contrairement à ce que disent les policiers, Ryan Patrice Ferley n'est pas impliqué dans cette affaire de viol. « Finalement, aucune charge n'est retenue contre ce dernier et la police s'est excusée », dit-il. Cependant, l'avocat Alexandre Le Blanc a énergiquement dénoncé l'attitude de certains journalistes qui ont rapporté l'implication de Ryan Patrice Ferley dans cette affaire, alors que cela s'est avéré être complètement faux. L'homme de loi a ainsi déclaré : « Nous suivons les instructions de notre client pour loger une plainte à l'encontre de l'État et du Commissaire de police ». Ryan Patrice Ferley a retenu les services de l'avoué M. Soobhug et des hommes de loi Me Adrien Duval et Me Alexandre Le Blanc.

Drame à Arsenal

Triolet en deuil après la mort de six jeunes

Dimanche dernier, un drame a frappé la communauté de Triolet alors que six jeunes ont tragiquement perdu la vie. Leur kanwar a pris feu après avoir accidentellement touché un câble électrique à moyenne tension (22 kV) à Arsenal. Ces jeunes faisaient partie d'un groupe de 40 pèlerins se rendant au lac sacré dans le cadre de la fête de Maha Shivaratri.

Ce qui aurait dû être un moment de recueillement s'est transformé en une tragédie inimaginable, plongeant les familles dans le désarroi et les larmes. La consternation était palpable chez les proches endeuillés le lundi 4 mars 2024, alors que les funérailles des défunts se déroulaient simultanément. Cette date restera gravée dans la mémoire collective du pays, marquée par le deuil et la tristesse.

Les familles touchées peinent à accepter la perte brutale de leurs proches, tous partis trop jeunes. Le choc et la tristesse se lisent sur les visages, comme l'a



Luvalesh Seedoyal



Luvesh Jagdhur



Nilesch Mootia

exprimé Krishna Mootia, l'oncle de Nilesch : « *Nous pas finn atan sa. Alors qui li tien ban project pour so famille.* » Nilesch, décrit comme un jeune homme bienveillant, avait arrêté ses études pour aider sa famille. Son oncle se rappelle avec émotion de sa participation joyeuse aux fêtes religieuses, notamment à la construction des kanwars. « *Li difficile pour accepter sa... Si mo ti koner zot per faire ene gros kanwar kumsa mo ti pou empeche zot* », regrette-t-il. Krishna souligne la nécessité pour les pèlerins

de ne pas prendre de risques inutiles, rappelant l'incident tragique de l'année précédente qui avait fait deux victimes. Il en appelle à la prudence et au respect des consignes des autorités pour éviter de nouvelles tragédies.

Kishan, l'oncle de Luvalesh Seedoyal, exprime également sa perplexité et sa douleur face à la perte de son jeune neveu, un jeune qui avait toute la vie devant lui. « *Nous toujours pas pe croire qui li finn kit nous dans sa condition la* », dit-il. Il ajoute que son neveu était

une personne connue et populaire auprès des voisins. « *Il aimait faire des vidéos et les poster sur TikTok. Nous pas ti expect pou arrive tousala* », explique-t-il.

Le cousin de Luvalesh, Karan, qui a appris l'incident via les réseaux sociaux, partage son chagrin, se souvenant de leur dernière conversation avec tristesse. « *Mo pas ti koner dernier fois mo pe koz ek li* », déplore-t-il.

Cette tragédie rappelle un incident similaire survenu à Mare Longue l'année dernière, lors duquel deux pèlerins, Rohan Dorjan âgé de 22 ans et Parmessur Dookea âgé de 35 ans, ont perdu la vie de la même manière, et plusieurs blessés ont été déplorés.

De nombreuses personnalités politiques ont exprimé leur soutien aux familles endeuillées, soulignant l'importance de la sécurité lors de ces pèlerinages religieux. Le public s'est déplacé en nombre pour accompagner les jeunes victimes dans leur dernier voyage.

Taille des kanwars

Navin Unoop (VoH) : « Il est grand temps de revoir les règlements »

Navin Unoop, vice-président de la Voice of Hindu (VOH), estime que l'éducation des jeunes est essentielle. Il soutient que les directives établies par le gouvernement devraient être promulguées en tant que lois pour garantir leur respect par la population, et rappelle que l'année dernière, suite au décès de deux pèlerins lors du pèlerinage de Grand Bassin, il a adressé une lettre au ministre des Arts et de la Culture pour exiger l'application de ces lois.

Navin Unoop souligne l'importance d'instaurer un contrôle de conformité (fitness) similaire à celui des voitures pour les kanwars. Il estime que les autorités doivent les inspecter pour vérifier leur conformité aux normes de sécurité, et propose que la police soit chargée de délivrer un certificat de conformité avant le départ des pèlerins vers le lac sacré.

Il regrette que la loi n'ait pas été appliquée après l'incident tragique à Mare Longue l'année dernière. De plus, il déplore le manque de flexibilité du gouvernement, qui aurait dû effectuer des vérifications préalables chez les constructeurs de kanwars pour garantir la sécurité des pèlerins. Navin Unoop suggère également d'organiser des escortes policières pour assurer la sécurité des jeunes et éviter les accidents avec les câbles à haute et moyenne tension. Il insiste sur la nécessité d'introduire une loi régissant la taille des kanwars, en limitant leur

hauteur à trois mètres pour assurer leur sécurité et éviter d'obstruer les routes. « *Chaque drame est un drame de trop* », dit-il.

Rôle des associations socioculturelles

Il critique le manque de poids et d'implication des associations socioculturelles dans l'application des règlements gouvernementaux. Il estime que ces associations devraient collaborer avec les autorités pour sensibiliser les fidèles aux normes de sécurité et organiser des séminaires sur la construction des kanwars et les précautions à prendre lors du pèlerinage. « *Je n'ai rien contre qui ce soit, mais il est grand temps que l'on prenne nos responsabilités* », s'insurge Navin Unoop.

Selon lui, il est regrettable de constater que certains groupes socioculturels se sont éloignés de leurs objectifs spirituels et moraux, ainsi que de celui, primaire, d'éduquer la société dans son ensemble. Il se pose donc la question de savoir combien de séminaires ou d'ateliers ont été organisés dans les villes et villages pour sensibiliser et éduquer les fidèles sur les aspects de la construction du kanwar, les questions de santé et de sécurité, ainsi que sur ce qu'il faut faire et ne pas faire pendant



le pèlerinage de Maha Shivaratri. « *La concentration est uniquement portée sur les préparatifs des rassemblements politiques, plutôt que sur ce qui pourrait contribuer à une société équilibrée et éduquée* », regrette-t-il.

Éducation des jeunes et communication

Navin Unoop souligne l'importance d'éduquer les jeunes et de renforcer les lois pour garantir leur respect. Il déplore le manque de communication des autorités et propose un dialogue précoce avec les parties concernées pour prendre des décisions anticipées et éviter les accidents. « *Il faut proposer un plan de sensibilisation dans le but de conscientiser ces jeunes. Cette tragédie aurait pu être évitée si les fidèles avaient pris connaissance des compétences fondamentales des*

groupes socioculturels lors de leur préparation au pèlerinage », avance-t-il.

Selon lui, les autorités doivent également faire des 'survey' pour connaître, dans chaque endroit spécifique, le nombre de kanwars, leur dimension et le nombre de personnes concernées. De plus il estime que les temples doivent faire plus d'efforts, et qu'il y a un travail qui doit

se faire au moins un mois avant le pèlerinage. « *Pa kan pe sorti lerla nou pou al get grander kanwar* », soutient-il. Il ajoute qu'il doit y avoir un communiqué émis avec des consignes précises qui doit être émis très tôt pour conscientiser la population et les jeunes. « *L'organisation de Maha Shivaratri est une responsabilité qui revient à la Task Force dès le début de l'année. Les organisations socioculturelles doivent se conformer à ses consignes, mais aussi les relayer dans différentes régions, temples et autres lieux pour s'assurer que les jeunes les respectent. J'appelle à une collaboration entre le gouvernement, l'opposition et les associations socioculturelles pour prévenir de futurs accidents tragiques lors des pèlerinages* », conclut-il.

Curepipe et les endroits avoisinants négligés par les autorités

La région de Curepipe et ses environs semblent négligés par les autorités. Les habitants attendent des changements, mais malgré plusieurs plaintes, aucune action n'a été entreprise jusqu'à présent. Ils déplorent l'absence des élus de la circonscription, qui ne sont plus à leur écoute.

Des rivières mal entretenues

Les rivières n'ont toujours pas été entretenues par les autorités et sont laissées à l'abandon, alors que les inondations sont devenues récurrentes en raison du changement climatique. Les habitants pensent qu'il est nécessaire de le faire régulièrement pour permettre à l'eau de circuler correctement et éviter ainsi les inondations importantes. « *Quand lapli tomber ena gros débordement et sa rente dans lakaz dimin* », disent-ils. Ils craignent également qu'avec l'érosion quotidienne, les terres autour des rives se déversent dans les rivières, obstruant le passage de l'eau. Ils demandent aux autorités de prendre au sérieux les différentes réclamations des habitants.



Des constructions routières et des drains inachevés

Les constructions routières inachevées causent des inconvénients aux usagers de la route selon les habitants, qui vivent un véritable calvaire depuis quelque temps. En ce qui concerne les drains, la gestion des collectivités locales est vivement critiquée. Leur construction et leur entretien sont devenus des enjeux nationaux. Le gouvernement affirme faire tout son possible pour construire un maximum de drains afin d'atténuer les effets du changement climatique, mais les habitants ne voient aucun progrès concernant les problèmes de drainage dans la région. Plusieurs suggestions ont été faites aux autorités, en vain.



Des lampadaires défaillants

Les lampadaires défectueux et en mauvais état posent également problème aux habitants, qui se demandent quand les autorités prendront les mesures nécessaires. Malgré les nombreux problèmes signalés, aucun changement n'a été constaté jusqu'à présent. Ils demandent que des mesures soient prises rapidement pour remédier à ces problèmes.



Maurice, voix de l'humanité à travers la région, développe des chemins humanitaires

Paul Choy, seul nominé de l'Afrique Australe

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) annonce aujourd'hui la nomination de neuf ambassadeurs de bonne volonté, parmi lesquels des artistes, des sportifs et d'autres personnalités. Ils se joindront à l'ambassadeur mondial inaugural de l'OIM, le champion olympique Sir Mo Farah, annoncé en novembre dernier. Parmi eux, nous retrouvons Paul Choy qui est le seul nominé de la région de l'Afrique Australe. Créée en 1951, l'OIM est la principale organisation intergouvernementale dans le domaine de la migration et s'engage à respecter le principe selon lequel une migration humaine et ordonnée profite aux migrants et à la société. L'OIM a rejoint le système des Nations Unies en tant qu'organisation connexe en 2016.

Paul Choy est un photographe et écrivain documentaire de renommée internationale. Avec un accent particulier sur la justice sociale, la culture, et l'environnement. Il se spécialise dans la voix des sans-voix à travers les mots qu'il écrit et les photographies qu'il capture. En tant qu'auteur et humanitaire, son travail l'a amené à travers les six continents alors qu'il documente les moments magnifiquement improvisés de la vie quotidienne partout dans le monde. En tant que nouvel ambassadeur de bonne



volonté, Paul Choy prêterait donc son nom et consacrerait son soutien à mettre en évidence les opportunités offertes par la migration et la façon dont elle aide à diffuser les talents dans le monde entier.

Le photographe nous parle fièrement de sa nomination : « *Je suis honoré d'être reconduit dans mes fonctions d'ambassadeur de bonne volonté de l'OIM, l'Agence des Nations Unies pour les migrations. En tant que l'un des neuf ambassadeurs au niveau mondial, je me joins à des artistes, des personnalités sportives et d'autres personnalités notables pour mettre en lumière le travail essentiel de l'OIM dans la promotion d'une migration sûre, régulière et ordonnée. Je suis particulièrement fier d'être le seul candidat de la région d'Afrique australe, démontrant, une fois de plus, que Maurice est la voix de l'humanité dans la région. L'histoire nous a montré à maintes reprises que la photographie peut être une*



force pour le bien. Depuis que j'ai choisi un appareil photo, je me suis efforcé de documenter avec précision et sympathie le monde qui m'entoure, en espérant que les photos que je capture puissent servir de catalyseur pour le changement. En tant que photographe documentaire, j'ai été témoin des possibilités, des luttes, de la jubilation et de la tristesse de la migration. Aujourd'hui, en tant qu'Ambassadeur de

Paul Choy – Ambassadeur de Bonne Volonté de l'OIM, (Organisation Internationale pour les Migrations)

bonne volonté, je m'engage à partager les histoires que je découvre pour susciter et encourager les conversations sur la migration et comment elle peut être un moteur de développement. J'entreprendrai bientôt ma première mission alors que je me rends en Sierra Leone, au Bénin et au Togo pour assister au travail de l'OIM dans ces régions ; j'ai hâte de partager ces histoires avec vous. Il y a une conversation à avoir sur la migration, et pour moi, cette conversation commence maintenant. J'espère que vous vous joindrez à moi. »

www.bypaulchoy.com

<https://www.instagram.com/bypaulchoy/>

<https://www.facebook.com/bypaulchoy>

Democracy Watch Mauritius

Preparing 2024 Elections

Some of the key issues which Mauritius must address in the coming 5 years.

We are calling upon your party/alliance to show how you will address these issues in your ELECTORAL PROGRAMME/MANIFESTO being developed for 2024-29.

- **Achieving food and renewable energy Self-Sufficiency;** continuous monitoring of prices and cost of living backed by increased local production (*Made in Moris*) of many items of necessity from our own resources, especially marine; the preservation of agricultural land, crucial for the future;
- **Increasing our productivity** and overall production of agricultural, industrial and online goods.
- **Fresh water management** to reduce waste, and make best use of our rainfall, including new technologies such as desalination, water-vapour capture etc;
- **Meritocracy to replace nepotism.** Review, both in Government and parastatal bodies and the private sector, the directors and cadres in place to put the best available talents and expertise at the head, thereby reversing the destructive tendency by many of those in power (during 2019-24 mandate, but also during the 2010-14 and 2014-19 mandates) of naming their own people, independent of ability (i.e. Meritocracy to replace nepotism); review recruitment into the public service and the Police to achieve and respect socio-economic diversity of Mauritius;
- For a fully functional, creative and dynamic Parliament, a key seat of Democracy, with full effective action from the opposition, an independent speaker and a Shadow Cabinet; electoral integrity guarantees;
- Space for meaningful civil society and youth participation in an ongoing consultation process of decision making; governance through evidence-based decision making;
- Consolidating the actions of regional alliances (such as SADC, COI,) as well as strengthening our commercial and political relationships with other Indian Ocean islands, friendly countries such as China, India, Australia, Japan, Malaysia, Middle-east countries, EU, USA and ALL Southern and Eastern African countries etc;
- The Planet's climate crisis CANNOT be solved by single countries acting alone, however big they are. Even more so for SIDS. Mauritius has an important role as a leader of the SIDS (*Small Islands Developing States, most vulnerable to the climate crisis*) to drive the efforts for implementing fully the Paris Agreement and the one from COP 28;
- A wake-up call to forecast/predict/prepare (through a strengthened catastrophe committee) for future risks and catastrophes, including pandemics, extremes of weather, war, intense cyclones and so on;

- In promoting good governance, the government of Mauritius will attach great importance to efficiency, accountability and transparency in the management and utilisation of public funds and resources; strong auditing of government funds, followed by remedial actions. Extremely rigid control in calling for and attributing tenders for supplies/services from Government;

- Continued reform of the education system at all levels, for use of modern pedagogies of teaching and learning curricula geared to leading healthy and successful lives in the 30s and 40s of this century.

Furthermore, the outgoing MSM government will surely, list the NUMEROUS REALISATIONS they have achieved during the present mandate of 2019-24.

We invite that outgoing MSM government to ALSO undertake a serious evaluation of these 5 years and list the ERRORS/BAD DECISIONS TAKEN. And before coming to the electorate to ask for another 5 years to ADMIT AND CORRECT THESE ERRORS.

Let us just list 2 examples:

- **MBC.** Non-respect for the MBC Act (whose main objectives is to provide independent and impartial broadcasting services of information, education, culture, and entertainment in different languages etc) especially towards the end of this 2019-24 mandate. Also true during the 2010-14 and 2014-19 mandates. Who can forget the MBC news during a previous mandate almost always starting by the phrase "Navin Chandra Ramgoolam...."? So much for independent and impartial broadcasting!
- **MTC.** The accaparement of racing at Champ de Mars from the MTC (who have successfully ran racing there for 210 years). Such an action can put at risk the ownership and right of operation of other private even very well established companies /organisations, if someone close to Government wants to take them over. A move entirely outside the electoral programme of 2019 which was accepted by 35% of the electorate.

Inhuman treatment of refugees on Diego Garcia

Various local and international newspapers have reported on the dramatic plight of some sixty Sri Lankan Tamil refugees, held in confinement on Diego Garcia. How did they land there?

It is a sad tale. Sometime in 2021, a group of Sri Lankan Tamils, in an attempt to flee their country, on grounds of unbearable persecution by the Buddhist majority, embarked on a perilous boat trip to seek political asylum from a friendly country, possibly Canada. Unfortunately, their boat ran into difficulty in the waters of the Chagos Archipelago. They were rescued by US military on the 3rd October, 2021 and kept on the island of Diego Garcia in

the worst possible conditions. It is even reported that women and children have been raped. They have since then been subjected to horrible physical and moral abuse. A few have died and some, in utter despair, have contemplated suicide.

It is against this background that a request was made to the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) to find a safe haven for them. According to official sources, the UNHCR submitted a report on the worsening living conditions of the refugees and is still in search of a country willing to accept them as political refugees.

The British government did nothing to find an acceptable solution. It simply stated that the island could not sustain human settlements. When London lawyers were hired to defend the refugees they were prevented to have access to their clients on Diego Garcia, but they managed to lodge a case before a London Court. The case is still pending.

Democracy Watch wishes to know why the Mauritius government has remained silent when the incredible details of the harrowing treatment meted out to the refugees on Diego Garcia, considered as Mauritian territory, were made public. The Prime Minister has rightly claimed in many high level international fora that the Chagos Archipelago belong to the State of Mauritius. This claim has been backed by the International Court of Justice, the UN General Assembly and the International Tribunal on the Law of the Sea. Therefore, why has the Prime Minister not raised the serious concern of the Government of Mauritius at what is happening on our own territory in matters relating to the observance of basic human rights? Regrettably, we have not seen any statement from either our Ministry of Foreign Affairs or Prime Minister's Office on this matter.

Doing nothing may lead to unwanted consequences not only for our sovereignty claim, but also for our human rights status. Democracy Watch expects that this wakeup call will be heard by the Government House.

Overseas bases and facilities

Let us review the case of India, a Mauritius friendly state, as an example. Here is a list of overseas military bases of India abroad. The majority of these Indian military bases and facilities are located in the Indian ocean region (Source: WIKIPEDIA).

- **Tajikistan** – airbases at Farkhor and Western Dushanbe
- **Bhutan** – The Indian Military Training Team (IMTRAT) permanently stationed in western Bhutan
- **Madagascar** – A listening post and a radar facility in northern Madagascar
- **Oman** – A listening post at Ras al Hadd and berthing rights for the Indian Navy at Muscat naval base.
- **Mauritius** – India has funded the construction of 3000 m long airfield with associated facilities to house



troops on Agaléga Island.

- **Seychelles** – Indian government supported construction of system with six coastal surveillance radars in Mahe, Alphonse, Farquhar, Astove and Assumption Island linked to the Indian surveillance system
- **Maldives** – Indian military personnel have been deployed in Maldives. They are tasked with operating and maintaining two Hal Dhruv and a Dornier-228. In 2023, the new Maldivian President Mohamed Muizzu formally requested the withdrawal of all Indian military personnel from Maldives by March 2024. Facilities then offered to China.
- **Singapore** – In 2017, India and Singapore signed a bilateral agreement which will allow Indian Navy ships limited logistical support and refueling, at Changi Naval Base.

Our source, WIKIPEDIA, states that ALL big powers (USA, UK, FRANCE, CHINA, INDIA, RUSSIA), BUT ALSO over 60 other countries have overseas military bases or facilities. In all cases the reason for obtaining and maintaining such bases is given as *defense purposes*. The host country usually gets paid or receives important benefits for the facility offered. An often cited example is that of Diego Garcia for which the USA pays UK (not Mauritius!) an annual rent.

Diego and Agalega: there are similarities in that facilities have been accorded (or may be accorded in the case of Agalega) in both cases over part of Mauritian territory. But the two cases are different, as pointed out by Milan Mehtarbhan: "In one case, there was excision of Mauritian territory by the colonial power prior to independence whereas, in the second case, the government of independent Mauritius may have granted facilities over its territory". In the case of Agalega facilities granted to India in exchange for considerable improvement to these islands with the airport and port.

At the inauguration of the AGALEGA facilities on 29th February 2024, jointly by Mauritian PM JUGNAUTH and Indian PM MODI, the population of Mauritius (and in particular the Agaleans) will know the truth as to where we stand.

■ Par DWM Team

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

The Pivotal Roles of Muslim Women

International Women's Day (March 8) is a global day celebrating the social, economic, cultural and political achievements of women, with a view to achieve gender equality and empower all women and girls.

Empowering women is as much a man's responsibility, as it is a woman's aspiration. Women's empowerment cannot be imposed on a country or a culture from the outside. Men and women within a conservative community must first find their own reasons and their own justifications to allow women a fuller role in society. Like men, women also deserve to be free. Societies that invest in and empower women are on a virtuous cycle. They become richer, more stable, better governed, and less prone to fanaticism. Countries that limit women's educational and employment opportunities and their political voice get stuck in a downward spiral. They are poorer, more fragile, have higher levels of corruption, and are more prone to extremism.

Prophet Muhammad (s.a.w) has said: "Seeking knowledge is a mandate for every Muslim." "Every Muslim" means every Muslim man and woman. Many Muslim women have embodied this and shown the world what it means to be an active achiever. Every possible effort should be exerted to highlight the true teachings of Islam regarding women rights and they must take precedence over the misogynist customs, patriarchal dominations and widely-spread bias against women.

It is crucial for Muslim women to start studying Islam for themselves. Undoubtedly, they can better understand the Islamic notion of gender justice than many men. It was essen-

tially due to Muslim women's educational backwardness, particularly in the realm of religious scholarship, that it became easy for them to be exploited by Muslim men, including the religious class; the reason being that if you do not know your rights, others will naturally exploit you. By becoming scholars in their own right, Muslim women will be able to challenge the deeply-rooted notion that a husband is his wife's lord and he can treat his wife the way he wants, that a wife must be forever subservient to her husband, regard him as her lord, consider her the dust of her husband's feet as the path to heaven for her and even treat him almost like a demi-god, these being widely-held conceptions in Muslim society which, however, have no Islamic basis at all. Obviously, if Muslim women were themselves to study Islam and contemporary social demands and challenges, it would be much more difficult for men to exploit them in the name of Islam.

No doubt, today efforts are being exerted to safeguard the rights of women by providing them better education and employment opportunities. But we need to do more concerted efforts to establish the broader Quranic notion of gender equality in certain Muslim societies. It is a wholly untrue and baseless misconception that Islam endorses misogynist and vile social customs like forced marriage, women's confinement to the home and other vicious customs and abhorrent norms that pose great threat to the entire existence of womenfolk today. It is about time the intelligentsia, political leaders, Scholars and other Muslim religious leaders came forward to uproot the evil of misogyny from the Muslim societies by pointing out the clear violations of the Quranic views

of women's status and rights. They should work to reform the traditionally conservative Muslim societies, where women rights are violated. Every possible effort should be exerted to highlight the true teachings of Islam regarding women rights and they must take precedence over the misogynist customs, patriarchal dominations and widely-spread bias against women. It is, indeed, a massive irony that women's constructive role is being undermined today and their basic rights are violated in many Muslim societies in the name of the very religion that has granted women great rights.

It cannot be denied that before the advent of Islam, in most part of the world women were treated as valueless objects. It took long decades for womenfolk to acquire status equal to men. Nevertheless, the age-old struggle for gender equality and women's empowerment is yet to be accomplished in its true sense. Unfortunately, many people engaged in this struggle wrongly perceive Islam as a roadblock in the achievement of women empowerment. Yet, when we look into the verses of the Quran regarding women, we find the reality just the opposite. Gone are the days when the birth of a son was often seen as greater cause for pride and honour as compared to daughters.

From the Quran (4:1), we learn that men and women are equal to each other. Women's position is no less than that of men. Their relationship with each other and duties towards the Creator go hand in hand.



Hence, Islam granted rights of inheritance to women twelve centuries before they were granted to women even in European societies. The fact is that Islam was revealed in a society in which women themselves had been inherited as property. Islam denounced this anti-women custom and brought a revolution for women to have their own inheritance rights recognised.

Much effort is being done in the Muslim world in this respect. Women in Saudi Arabia have been granted the right to drive, overturning a cornerstone of Saudi conservatism that had been a cause for activists demanding reforms in the fundamentalist kingdom. Increasing numbers of women are working in a growing number of professions, and women were allowed to vote and to run for seats on the kingdom's local councils.

In order to honour the rights and duties of women and appreciate their pivotal roles in the building of a humane society, Muslims need to educate themselves. Islam laid great emphasis on acquiring education and made the pursuit of knowledge mandatory for both men and women. Islam believes that only education can propel people from being beast-like and uncivilized tribe to become a progressive and enlightened society.

The Quran, therefore, poses a question to all humankind: "Are those who know, equal to those who do not know?" 39:9

■ By Bashir Nuckchady

Ramadhan - The Unparalleled Month

In this second to none month of Ramadhan, Allah opens his unlimited treasure and invite us to capitalise on this golden opportunity. Allah sent this blessed month as a gift to mankind. It's harvest time. Epoch to reap the fruits of reward. Even the smallest good action is requited manifold. Ramadhan is the month we hope to never end when considering the countless blessings it manifests. It serves as a reset button, allowing us to refocus on our lives and renew our Imaan, our trust and our intentions. Allah has legislated Ramadhan for gaining Takwa (God consciousness). Time to get closer to Him. Time to connect with Him. Time to repair our relationship with Him. Time to communicate and improve our rapport with Him. Time to pour out what is in our heart to him. Allah sent dua as a powerful weapon to humanity. Dua is the most uplifting, liberating and empowering conversation a person can ever have, make sincere dua and leave the rest to Him.

It's also time to admit, to confess our mistakes and beseech him for forgiveness. It's time to implore him to guide us in the right path. This holy month teaches us self-control, self-discipline, reinforces our faith and piety. It enhances our ability to master our desires rather than being enslaved by them. It's about stopping bad habits and not putting them on pause. This sacred month is a detox period- soul, bodies and

personalities are purified. An extensive training month to become a better Muslim. Ramdhan is like the rain. It nourishes the seeds of our good deeds. It is a glimpse of what we are capable to do everyday. As devils are chained, it's time to test ourselves and to judge ourselves. Namaz, the pillar of Islam, is not just a part of Ramadhan but compulsory forever. Fasting without practising namaz is like remaining hungry. Pray every namaz as if it is the last of our life. If we want to talk to Allah, let's perform Tahajjud and if we want Allah to talk to us, let's be an avid reader of Quran, the book of truth which is the words of the ever living Allah. Time to invest and get absorbed in the holy book.

Start Ramadhan with a pure heart and soul. Forgive those who wronged us and let's seek forgiveness if we were at fault. Muslim must live in unity and solidarity. Let's reconcile. Let's cement relationship. Let's increase togetherness, support and bonds. Remove all acrimonies. Let's start afresh. One Allah one Kaaba and how great would it be if all Muslims were one too and not divided. If the restorer of the world can forgive our 1000 sins by one good deed or sincere repentance who are we not to forgive human beings like ourselves?

Ramadhan teaches us to acquire patience. Allah is always with those who trust Him and have patience in any situation. A moment



of patience in a moment of anger save a thousand moments of regret. Let's have sabr and leave everything in Allah's hand. This Ramadhan, let's mold ourselves, shape ourselves and change ourselves in better persons. Let's take advantage of the ocean sized benefits Allah is bestowing on us.

Zakaat is mandatory. Islam considers helping the poor a fundamental religious duty. The believers shade on the day of resurrection will be their charity. Let's feed the poor, the needy and support the orphans. Let's help alleviate their sufferings. Let's visit the sick, console those facing calamities. When helping someone, let's thank them heartily because we are their dunya and they are fixing our akhirah. Remember we need the rewards more than they need the money and provision. Furthermore, sadaqah wipes out sins like water extinguishes fire, averts calamities and increases sustenance and blessings.

Zikr is the constant remembrance of Allah. It is the foundation of god deeds. Zikr is the heart as the water is to fish. Just imagine a fish out of water. Let's keep our tongue soaked in zikr of Allah. If we could hear the sounds of the pens of angels writing our names among those who remember Allah, we could nearly die out of joy. A place equal to a foot in Jannah is better than this world and whatever is in it. The beauty of sujood (prostration) is we whisper down on earth and it is heard in heaven! We have no right to walk on the land of Allah if we have no time to put our head in sujood. Let's not count the days of Ramadhan- let's make the days of Ramadhan count. Every second of our life is precious but more precious is every second of Ramadhan. End of Ramadhan will not be the end but a starting point for a new journey towards the right prescribed path- towards Jannah.

All praises and thanks to Allah for choosing and allowing us to live the holy month of Ramadhan- Godsend Gift

Ramadhan Mubarak to all of you.

■ By Moustafa Mudhoo

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

L'importance du Coran durant le Ramadan

Dieu le Tout-Puissant dans Sa Providence et Sa Miséricorde, donne à la communauté musulmane l'occasion d'observer à nouveau le jeûne, pendant tout le long du mois du Ramadan. Le monde musulman dans son ensemble apprécie l'importance de ce mois béni et les efforts des musulmans du monde entier pour jeûner, prier durant la journée et le soir durant de longues heures et partager les dons du Tout-Puissant avec les pauvres.

Le Ramadan est aussi connu comme étant le mois du Coran. « *Le mois de Ramadan au cours duquel le Coran a été descendu (...)* ». 2 : 185. Ainsi, lorsque Dieu parle du mois de Ramadan, Il l'associe au Coran. Les compagnons du Prophète Muhammad (paix soit sur lui), à travers son enseignement, ont compris et transmis cette compréhension aux musulmans par la suite. Ainsi, lorsqu'arrive le Ramadan, il faut l'associer au Coran. Le musulman doit programmer sa journée pour lire le Coran, méditer, l'apprendre, et surtout appliquer ses enseignements dans son quotidien. Il doit y avoir une progression dans notre rapport avec le Coran. Il ne faut pas que le mois de Ramadan passe sans que nous ayons progressé dans notre relation avec le Coran.

Si nous voulons savoir si nous entretenons une bonne relation avec Dieu, nous devons nous interroger sur notre lien avec le texte sacré ! Car ce qui nous lie à Dieu, c'est Sa Parole. C'est donc la mesure de cette relation entre l'individu et son Seigneur qui la détermine.

Le Coran n'est pas une œuvre ordinaire d'un mortel ordinaire, mais une œuvre singulière, suprême et majestueuse d'un auteur singulier, suprême et majestueux, Dieu, le Créateur et le Seigneur du Multi-Monde. Le Coran lui-même atteste catégoriquement qu'il est pour tous les temps à venir, pour toutes les parties du monde et pour toutes les générations humaines futures. Le Coran est un travail complet, avec une prescription unique et inégalée pour un système holistique. Il comprend les articles de foi, de droit, d'histoire et de moralité, avec le double objectif de succès dans cette vie et dans l'au-delà.

Le Coran pointe vers les Lois de la Nature qui régissent l'univers et ses divers constituants, à la fois physiques et biologiques. Il indique le fonctionnement de l'univers, dont chaque composante, même inconsciemment en raison de sa nature inhérente, au lieu du libre arbitre, suit précisément les Lois de la Nature, créées et appliquées par Dieu. Il dit aux humains, dotés du libre arbitre, de s'engager consciemment envers Dieu, individuellement et collectivement, pour assurer la paix et l'harmonie dans le monde. Le Coran garantit une vie phénoménalement réussie dans l'au-delà pour ceux qui le suivent avec un engagement total.

Le monde d'aujourd'hui, malgré ses modes de vie apparemment avancés et sophistiqués, est dominé par le chaos à tous les niveaux. Le système international actuel, que beaucoup appellent fièrement le Nouvel Ordre mondial, semble être très avancé dans la méthode, mais est un échec colossal dans les résultats. Le génocide en Palestine, l'inaction des institutions internationales qui sont champions des droits humains et le silence des pays arabes en disent longs. Au niveau individuel, malgré les énormes progrès du système de santé, les maladies physiques, mentales – dépression et suicide –, et spirituelles sont en constante augmentation. Dans notre Ile Maurice, sur le plan familial, la désintégration de la famille devient rapidement la norme plutôt qu'une exception. Au sein de notre société, le taux de criminalité est en constante augmentation – en note que les féminicides sont en hausse - l'exploitation sociale et économique, la commercialisation de toutes les formes de substances et de pratiques dangereuses, y compris les déviations sexuelles, les dépendances, les crimes et divers types de mouvements extrémistes travaillant dans l'intérêt de certaines forces ont presque détruit la paix de la vie par des discours de haine. C'est à l'arrière-plan de cette perturbation asphyxiante de l'harmonie que le Coran doit être compris et appliqué dans toutes les sphères de la vie.

Le concours d'aujourd'hui n'est pas entre différentes religions. La vraie lutte est entre la



By Bashir Nuckchady

'Religion et l'Irréligion' ; entre la morale scientifique prêchée par les Messagers Divins et la morale commerciale propagée par les monarques tyranniques du monde des affaires ; et entre la 'Paix globale' propagée par les Écritures et la 'Paix matérialiste' imposée par les forces et les pouvoirs qui gouvernent le perchoir. Il incombe aux adeptes du Coran de faire campagne pour l'éradication de toutes les formes de maux. Ils doivent s'efforcer d'atteindre le but ultime de l'humanité, fondée sur les principes de paix universelle et de fraternité par un engagement total envers Dieu.

Vu l'importance du Coran durant ce mois sacré du Ramadan, il faut prendre cela au sérieux. Et cette prise de conscience doit se traduire dans un programme qui doit continuer même après le Ramadan. Le musulman n'est pas un serviteur de Dieu uniquement durant un mois et lorsque ce mois se termine, il revient à ses mauvaises habitudes...

Le mois de Ramadan est une école de purification, d'amélioration du niveau spirituel et intellectuel de l'individu. C'est pour cela que nous devons également planifier l'après-Ramadan, pour que cette relation avec le Coran soit la plus constante possible. En espérant que Dieu illumine nos cœurs, renforce notre volonté de nous rapprocher davantage de Lui et de lire le Coran comme il se le doit, avec une compréhension et une application de ses enseignements dans notre quotidien.

Enfin, je souhaite un *Ramadan Kareem* à tous les musulmans.

Ramadan : La priorité du Musulman

Alhamdulillah, nous sommes bienheureux nous qui pouvons accueillir encore une fois le mois béni du Ramadan. Combien de personnes étaient avec nous l'année dernière, mais ne sont plus de ce monde aujourd'hui. Avoir la chance de pouvoir jeûner pendant ce mois et adorer le Seigneur est vraiment un privilège car le mois béni regorge de bienfaits. C'est le mois où il faut faire le plein en termes de bonnes actions afin de pouvoir en récolter les bénéfices dans l'Autre Monde, quand nous aurons à rendre des comptes auprès de notre Seigneur.

Le musulman sincère accueille ce mois avec joie, sachant qu'il pourra bénéficier des faveurs immenses d'Allah durant ce mois qui a vu la révélation du Saint Qur'aan. En effet, le Ramadan a été décrété mois du jeûne en raison du fait que ce mois a vu la première révélation du Livre Sacré un soir de Laylatul Qadr. En l'honneur de la parole éternelle d'Allah, les croyants sont soumis au jeûne obligatoire pendant ce mois.

Outre l'obligation de jeûner pour ceux qui en sont capables, le Ramadan est aussi l'occasion de se retrouver plus souvent à la Masjid lors des cinq prières quotidiennes. Mais encore, il faut souligner combien c'est un moment exceptionnel quand arrive l'heure du Taraweeh quand les fidèles se ruent avec ferveur dans la mosquée pour se mettre en rang afin d'accomplir les 20 Rakaates, comme le veut la tradition. Il n'y pas de meilleur sacrifice après une longue journée de jeûne (et en ce moment il fait une chaleur accablante) que de se soumettre à la volonté divine de venir écouter l'Imam psalmodier les versets du Saint Qur'aan pendant les prières du soir qui durent quand même une bonne heure. Faire preuve d'une grande sincérité envers

le Créateur et accomplir ces prières avec amour, voilà qui fait honneur au musulman qui connaît ses devoirs envers Allah. Les heures et les minutes du mois béni sont donc précieuses et il incombe donc au musulman de ne pas les gaspiller dans des bavardages inutiles ou des activités contraires à l'éthique islamique. Dans la vie, il ne peut y avoir de progrès si on ne connaît pas sa priorité. Il faut savoir gérer efficacement le temps qu'Allah met à notre disposition chaque jour.

Il faut accorder un temps suffisant pour que le corps puisse se reposer et reprendre ses forces, il faut un temps pour travailler et gagner son pain, et un temps pour se consacrer à Allah. Si on vit sa vie selon les principes enseignés par le Saint Prophète (PSSL) et donc en conformité avec la Sunnah, même le temps qu'on s'endorme sera compté comme 'Ibaadat' (adoration) ; même le temps qu'on passe au travail sera une 'Ibaadat'. Il faut juste apprendre à ne pas gaspiller son temps dans des activités frivoles et qui ne rapportent aucune récompense, comme regarder des films à la télé, passer des heures dans les jeux vidéo, ou des 'chats' avec des amis. Au Jour du Jugement, nous serons tous questionnés sur la façon que nous avons géré le temps mis à notre disposition; que répondrons-nous pour toutes ces heures gaspillées, toutes ces minutes où on a fait de la médisance, ou autres activités frivoles et sans aucune valeur.

Le mois du Ramadan est l'occasion pour nous de nous ressaisir et de profiter de l'aubaine qui se présente à nous. Il n'est pas trop tard pour se repentir sincèrement et commencer à passer plus de temps dans l'adoration du Seigneur, dans la récitation du Saint Qur'aan et en méditant sur la signification des versets sacrés. Tournons-nous vers Allah et concentrons-nous sur l'importance d'observer le jeûne comme il se doit. Ne perdons pas notre temps car le Ramadan passe très vite. Lisons au moins le Qur'aan en entier et accomplissons le Taraweeh avec ferveur.

■ Par Abdus Saboor Mohamed Saleh

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Haaland répond à Alexander-Arnold



Erling Haaland, joueur de Manchester City, a donné une interview à Sky Sports dans laquelle il a réagi aux récents propos tenus par Trent Alexander-Arnold, joueur de Liverpool, qui a parlé de la façon dont le succès est vécu dans les deux équipes.

La 28e journée de la Premier League sera l'occasion d'assister à l'un des meilleurs matches de la saison. Il s'agit de Liverpool-Manchester City, où le leadership sera en jeu, les deux équipes n'étant séparées que par deux points.

Erling Haaland en a profité pour donner une interview à Sky Sports

dans laquelle il a évoqué ce choc pour la Premier League.

L'attaquant norvégien a commencé par répondre aux commentaires d'Alexander-Arnold sur la façon dont les deux équipes vivent le succès. Voici exactement ce que l'Anglais avait à dire : «*En regardant cette époque, bien qu'ils aient gagné plus de titres que nous et qu'ils aient probablement eu plus de succès, nos trophées signifieront plus pour nous et notre base de supporters en raison de la situation financière des deux clubs.*»

«*La façon dont les deux clubs ont construit leurs équipes et la façon*

dont nous l'avons fait signifieront probablement plus pour nos fans», a-t-il poursuivi.

Ce qui n'a pas plu au Norvégien, qui s'est empressé de répondre : «*Si vous voulez dire ça... c'est très bien. J'étais ici une année et j'ai remporté le triplé. C'était un sentiment très agréable. Je ne pense pas qu'il connaisse exactement ce sentiment.*»

«*Ils peuvent parler autant qu'ils veulent. Il peut parler autant qu'il veut. Je ne sais pas pourquoi il fait ça, mais ça ne me dérange pas*», a-t-il conclu.

Source : fr.besoccer.com

Tchouameni évoque la possible arrivée de Mbappé au Real Madrid

Le milieu de terrain du Real Madrid, Aurélien Tchouameni, a déclaré dans une interview à «Canal Plus» qu'il n'était pas au courant de la décision de Kylian Mbappé de quitter le Paris Saint-Germain et a affirmé qu'il demanderait au président Florentino Perez si la superstar française rejoignait le Real Madrid.



Le milieu de terrain du Real Madrid, Aurélien Tchouameni, a fait la une des journaux après le match nul du Real Madrid contre Leipzig qui lui a permis de se qualifier pour les quarts de finale de la Ligue des champions. L'international français a été interrogé sur le sujet brûlant du moment, à savoir la possible signature de Kylian Mbappé, qui a informé le Paris Saint-Germain il y a quelques semaines qu'il quitterait le club en tant qu'agent libre à la fin de la saison.

Le milieu de terrain français a affirmé qu'il n'était pas au courant de la décision de son coéquipier en sélection, et a même affirmé qu'il demanderait au président des «Merengues», Florentino Perez, si la superstar française souhaite rejoindre le club de Santiago Bernabeu.

«Mbappé ? Je ne lui ai rien dit. Je n'étais pas au courant de son départ. Je faisais une sieste, je me suis réveillé, bam Twitter, petit pop-corn. Je vais demander au président s'il veut venir», a-t-il dit.

Source : fr.besoccer.com

Xavi : « Entraîner le Barça, c'est peu de plaisir et beaucoup de souffrance »

Xavi s'est présenté en conférence de presse avant Barcelone-Mallorca ce vendredi et a parlé, entre autres, de la «pression» qu'il ressent à la tête du banc catalan. Il a pris l'exemple de l'entraîneur du Real Madrid, Carlo Ancelotti.

Xavi Hernández est prêt pour le match contre Majorque. L'entraîneur s'est installé dans la salle de presse pour répondre aux questions des journalistes ce jeudi. Il a admis que, bien qu'il ait déclaré qu'il partirait à la fin de la saison, il ressentait une «pression

maximale». «Entraîner le Barça, c'est ça. Ancelotti a dit qu'il ne l'appréciait pas autant... Et c'est que tu prends peu de plaisir et tu souffres beaucoup», a-t-il analysé.

Il a ajouté qu'il ne considérait pas la Liga comme perdue, même s'il sera difficile de la gagner : «Jusqu'à ce que ce soit mathématiquement impossible, nous continuerons à y croire. L'autre jour, nous avons eu l'occasion et c'est dommage, mais contre Majorque, nous avons une autre chance de nous placer à la deuxième place et de mettre la pression sur les leaders». En ce qui concerne le onze qu'il alignera, compte tenu du fait que le Barça doit affronter Naples en Ligue des champions, il a

déclaré qu'il procéderait à «quelques changements». «Plus que de penser à mardi, nous penserons au joueur, à sa fatigue, à l'accumulation des minutes, à tout cela, pas au match de mardi. Nous devons penser au joueur», a-t-il expliqué.

Quant à l'adversaire du Barça en Liga, Majorque, il a tenu tout d'abord à le «féliciter parce qu'il fait une grande saison et qu'Aguirre prépare très bien ses équipes». «Il se débrouille très bien. Ils sont très forts et très unis. Ce sera difficile, mais nous sommes très confiants», a-t-il poursuivi. Il a refusé d'évaluer la possibilité que Luis Enrique lui succède à la tête du Barça. «Je ne parle pas des futurs entraîneurs. Nous sommes concentrés sur Majorque et je ne devrais pas en parler. Je dois me concentrer sur notre prochain adversaire, qui vient de battre Gérone et d'éliminer la Real Sociedad.

Source : fr.besoccer.com





Bellingham suspendu deux matches après son carton rouge contre Valence

Jude Bellingham a été suspendu deux matches après avoir été expulsé lors du match Real Madrid-Valence. Il a dit à l'arbitre Gil Manzano, après avoir marqué un but qui a été refusé, qu'il s'agissait d'un «p*tain de but». Des mots qui lui ont valu un carton rouge.

Jude Bellingham a été suspendu deux matches suite à son carton rouge contre Valence, samedi.

Le joueur de 20 ans a été expulsé pour protestation après le coup de sifflet controversé de l'arbitre Jesus Gil Manzano, qui a sifflé la fin du match en pleine action, alors que Bellingham pensait avoir donné la victoire au Real au bout du temps additionnel (90e+9).

«A la minute 999 (sic), le joueur (5) Bellingham, Jude Victor William, a été exclu pour le motif suivant : Après la fin du match et alors qu'il était encore sur le terrain, il s'est précipité vers moi de manière agressive en criant à plusieurs reprises : 'C'est un p*tain but'», a écrit l'arbitre sur son rapport de match.

L'international anglais manquera ainsi les matches de Liga contre le Celta Vigo et Osasuna, bien que la suspension soit susceptible d'appel.

Source : fr.besoccer.com

Southampton-Preston suspendu pour un incendie à côté du stade

L'EFL a officialisé la suspension du match Southampton-Preston North End mercredi (20h45) en raison d'un grave incendie dans les environs du St Mary's Stadium. L'incident a entraîné la fermeture des routes autour de la zone.

Mauvaises nouvelles en Angleterre. Un grave incendie a ravagé la zone industrielle près du stade St. Mary's mercredi. Un incendie majeur a forcé la suspension du match Southampton-Preston North End, prévu à 20h45.



La fumée dégagée par l'incident s'est répandue dans le ciel au-dessus du stade des Saints. L'incendie a également entraîné la fermeture immédiate des routes proches de la zone concernée. Les pompiers et les forces de sécurité se sont rendus sur les lieux pour tenter d'éteindre l'incendie.

L'origine de l'incendie est inconnue, mais la zone autour du stade a été visiblement détruite. Sans surprise, l'EFL a rapidement annulé le match Southampton-Preston North End.

Le club local a déclaré que la date serait revue dans un avenir proche. Tous les billets vendus pour ce match peuvent être utilisés pour le match de la 36e journée du championnat qui a été reprogrammé.

Source : fr.besoccer.com



Cristiano Ronaldo félicite le Real Madrid pour ses 122 ans

Le Real Madrid fête aujourd'hui son 122e anniversaire, et Cristiano Ronaldo, son meilleur buteur, ne voulait pas manquer cette occasion pour envoyer un message à son ancienne équipe.

Cristiano Ronaldo n'a pas oublié l'anniversaire du Real Madrid, ce 6 mars, félicitant le club pour lequel il a joué pendant neuf ans (2009-2018) avec un simple message sur les réseaux sociaux : «Félicitations pour 122 ans d'histoire, famille madridista. Hala Madrid !»

Avec 450 buts en 438 matches sous le maillot blanc, le Portugais est le meilleur buteur de l'histoire du géant

espagnol, où il a remporté la Ligue des champions à quatre reprises.

Raúl González, Iker Casillas et Manolo Sanchis sont les joueurs qui ont joué le plus grand nombre de matches pour le Real Madrid, avec respectivement 741, 725 et 693 matches, tandis que Cristiano Ronaldo (450), Karim Benzema (345) et Raúl (323) complètent le podium des meilleurs buteurs du Real.

D'autres joueurs passés par le Real Madrid, tels que Pepe, Marcelo ou Sergio Ramos, ont également félicité le «roi de la Ligue des champions».

Source : fr.besoccer.com

MALADE, SAINZ NE SERA «PROBABLEMENT PAS À 100%» EN QUALIFICATIONS

Affaibli par la maladie, Carlos Sainz s'est préservé lors de la première journée de roulage au Grand Prix d'Arabie saoudite 2024 de F1. Mais le pilote Ferrari ne s'attend pas à récupérer rapidement.

Absent lors de la journée média du Grand Prix d'Arabie saoudite mercredi, Carlos Sainz a fait un retour discret dans le paddock ce jeudi à l'occasion des premiers essais libres du week-end. Contrairement au Grand Prix de Bahreïn de la semaine passée, où l'Espagnol avait pris l'ascendant sur son coéquipier Charles Leclerc, c'est le Monégasque qui a mené la charge du Cheval cabré, prenant un dixième d'avance sur Sainz en EL1 et près de trois en EL2.

Pour Sainz, la mission du jour était de prendre ses marques sur le circuit de Djeddah sans s'user, compte tenu de son état, et s'il s'attend à aller mieux vendredi et samedi, le pilote Ferrari se prépare à être toujours handicapé en qualifications.

«Ça a évidemment été une journée très difficile après m'être senti malade [mercredi]. Les dernières 24 heures

ont été difficiles pour moi», a-t-il résumé. «Aujourd'hui, il s'agissait vraiment d'essayer de me mettre en piste et d'apprendre autant que possible de la voiture sans vraiment repousser les limites car je n'étais pas encore en état, mais nous avons réussi à boucler le programme sans



tour particulièrement intense. En conséquence, Sainz a été davantage poussé dans ses retranchements, ce qui explique selon lui le retard pris par Ferrari sur Red Bull et Aston Martin, les écuries les plus performantes en essais libres

«La piste a beaucoup d'adhérence, le tarmac est très adhérent, les vitesses sont élevées, ce qui la rend difficile d'un point de vue physique. Et c'est beaucoup plus exigeant pour la voiture, mais aussi pour le pilote. Donc [ça a été] une journée délicate, comme je l'ai dit, mais nous avons réussi à faire ce qu'il fallait. Maintenant, nous allons respirer un peu et revenir plus forts demain», a-t-il promis.

«C'était plus dû à moi qu'à la voiture pour être honnête. C'est pourquoi il est très difficile de lire les temps au tour aujourd'hui. Mais demain, il y aura les qualifications, nous allons tout préparer et essayer [d'être performants]. Dimanche sera une journée un peu différente, car aujourd'hui mes relais longs n'ont pas été idéaux.»

Source : fr.motorsport.com

HAMILTON SIMPLEMENT AVERTI APRÈS LA FRAYEUR DE SARGEANT EN EL2

Lewis Hamilton a reçu un avertissement des commissaires du GP d'Arabie saoudite après le blocage sur Logan Sargeant en EL2. Mercedes a reçu une amende.

Peu après le début des Essais Libres 2 du Grand Prix d'Arabie saoudite 2024 de Formule 1, une situation en piste a failli entraîner un énorme



accident. Alors qu'il terminait la rapide section des esses à la fin du premier secteur du circuit de Djeddah, Logan Sargeant a trouvé sur son chemin deux voitures : la première, la Ferrari de Carlos Sainz, était hors trajectoire, alors que la seconde, la Mercedes pilotée par Lewis Hamilton, était au contraire en pleine trajectoire.

L'incident a été rapporté aux commissaires qui ont enquêté sur les faits et auditionné les pilotes impliqués. Ceux-ci ont décidé d'avertir Lewis Hamilton tout en sanctionnant l'écurie Mercedes d'une amende de 15 000 euros,

après avoir découvert que l'écurie n'avait tout simplement pas prévenu le Britannique que la Williams était dans un tour lancé derrière lui.

Voici comment cette décision a été justifiée : «Les commissaires ont entendu le pilote de la voiture 44 (Lewis Hamilton), le pilote de la voiture 2 (Logan Sargeant), les représentants des équipes et ont examiné les données du système de positionnement/commissaires, la vidéo, la radio de l'équipe et les [caméras embarquées] de la voiture et ont déterminé que la voiture 44 a gêné la voiture 2

dans le virage 11. En conséquence, la voiture 2 a dû prendre des mesures d'évitement en sortant de la piste pour éviter une collision. Si ça n'avait pas été fait, il y aurait eu un accident grave à grande vitesse.»

«Après avoir écouté les communications radio, il nous est clairement apparu que l'équipe de la voiture 44 n'a pas prévenu son pilote que la voiture 2 arrivait dans un tour rapide. Il s'agit là d'un manquement grave de la part de l'équipe, en particulier compte tenu des vitesses atteintes sur ce circuit et de la nature du virage 11, qui se trouve à la fin d'une série de virages à grande vitesse où la visibilité du pilote est réduite. Nous adressons donc un avertissement au pilote et infligeons une amende de 15 000 euros à l'équipe.»

Source : fr.motorsport.com

VERSTAPPEN PRÉDIT DES QUALIFICATIONS «TRÈS, TRÈS SERRÉES» À DJEDDAH

De nouveau devancé en Essais Libres 2, une semaine après le GP de Bahreïn, Max Verstappen prévoit des qualifications serrées à Djeddah ce vendredi.

Max Verstappen a signé le troisième temps des Essais Libres 2 du Grand Prix d'Arabie saoudite 2023 de F1, devancé qu'il a été par Fernando Alonso (Aston Martin) et George Russell (Mercedes). La semaine passée également, le pilote Red Bull n'avait pas été leader de cette séance lors du GP de Bahreïn, à Sakhir, ce qui ne l'avait pas empêché de signer la pole position le lendemain en qualifications avant d'écraser la course dimanche.



Alors que pressent-il cette fois-ci du côté de Djeddah ? «Ce sera à nouveau très, très serré», a répondu le Néerlandais quand il lui a été demandé de livrer un pronostic à la sortie du baquet de la RB20. «Je pense que c'est probablement là que les autres sont un peu meilleurs que nous, sur un tour. Notre voiture prend probablement un peu plus vie sur les longs relais.»

Il entrevoit toutefois un scénario similaire à celui de la semaine passée, jugeant que certaines écuries en ont sans doute déjà montré un peu plus que d'autres ce jeudi : «Dans l'ensemble, nous avons beaucoup appris. Bien sûr, il y a toujours des choses que l'on cherche à améliorer sur un tour, mais je pense aussi que certaines équipes ont déjà utilisé un peu plus de puissance, comme elles l'ont fait à Bahreïn, donc nous allons aussi prendre cela en considération. Mais quand nous sommes passés aux longs runs, la voiture semblait encore très bien, donc nous sommes très contents de cela.»

Auteur de la pole puis vainqueur l'an passé, bien aidé par le problème rencontré par Verstappen en qualifs, Sergio Pérez a un trophée à défendre, lui qui a signé le cinquième temps du jour, à un peu moins d'une demi-seconde d'Alonso : «Nous sommes en bonne position ; ça a été un jeudi très positif», a expliqué le Mexicain.

«Nous avons une très bonne idée de la direction à prendre pour rendre la voiture plus rapide et si nous y parvenons, cela sera bénéfique sur les longs relais, [et] pour les qualifications. Je suis donc très satisfait de cette journée. Je pense qu'il s'agit juste de tout mettre bout à bout pour demain, ce sera l'objectif principal et nous verrons ce que nous sommes capables de faire.»

Source : fr.motorsport.com

Premier League

Liverpool vs Manchester City

Ce week-end décidera-t-il de la saison de Premier League ?

Liverpool se mesurera à Manchester City, qui sera son rival du jour, dans le cadre de ce match de Premier League qui aura lieu dimanche. Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera à l'Anfield (Liverpool) sera donné le dimanche 10 mars 2024 à 19h45. Avant la rencontre, Liverpool est classé à la 1ère place du Championnat d'Angleterre et Manchester City à la 2ème. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 183 fois depuis 1899, le dernier match entre les deux formations s'est soldé par match nul le samedi 25 novembre 2023 (Championnat d'Angleterre - 13e journée : 1-1).

Après avoir gagné 1-5 en Ligue Europa face au Sparta Prague, Liverpool veut enchaîner un nouveau succès lors de cette rencontre.

Lors du match précédent, Liverpool affichait un taux de possession de balle de 63% et 20 tentatives de tir au but dont 11 cadrés. Du côté de Liverpool, les joueurs ayant réussi à envoyer le ballon au fond des filets sont Alexis Mac Allister (6'), Darwin Núñez (25', 45'), Conor Bradley (46' But contre son camp), Luis Díaz (53') et Dominik Szoboszlai (90'). Leur adversaire, le Sparta Prague, a obtenu 11 tentatives de tir au but dont 7 cadrés.

Les derniers résultats permettent de constater que l'arrière-garde de Liverpool a donné le maximum. Au cours de ses six dernières rencontres, Liverpool a été très efficace défensivement, n'ayant pris que 3 buts en tout. On aura tout le loisir de découvrir si cette tendance va véritablement se poursuivre lors du prochain match.

En observant les derniers résultats, on s'aperçoit que Liverpool :

n'a pas battu

Manchester City lors de leurs 2 dernières rencontres de championnat.

n'a pas perdu lors de ses 25 derniers matchs de championnat dans son stade. Une superbe série.

Manchester City se prépare à jouer ce face-à-face après avoir remporté la victoire face au FC Copenhague sur le score de 3-1 en Champions League au cours de son dernier match.

Lors du match précédent, Manchester City avait enregistré un taux de possession de balle de 69% et 12 tirs au but dont 3 cadrés. Du côté de Manchester City, les buteurs étaient Manuel Akanji (5'), Julián Álvarez (9') et Erling Haaland (45'). Leur adversaire, le FC Copenhague, a eu 11 tirs au but dont 2 cadrés. Mohamed Elyounoussi (29') a inscrit un but pour le FC

n'a pas réussi à sortir vainqueur contre Liverpool lors des 2 derniers affrontements de championnat disputés en déplacement.

n'a pas enregistré la moindre défaite au cours de ses 5 derniers matchs de championnat à l'extérieur.

Si on analyse leurs rencontres passées, en remontant jusqu'au 16/04/2022, on se rend compte que Liverpool a gagné 3 fois lors de ces matchs, Manchester City a enregistré 2 succès et le total de matchs qui se sont soldés par un nul s'élevait à 1.

Il y a eu également beaucoup de buts inscrits lors de ces matchs avec 22 au total, ce qui représente une moyenne de 3.67 buts par match. En championnat, le

Erling Haaland (27') a été le seul à inscrire un but. Du côté de l'équipe adverse, Liverpool avait enregistré 8 tirs au but avec 3 cadrés. Trent Alexander-Arnold (80') a inscrit un but.

Le coach de Liverpool, Jürgen Klopp, ne pourra pas compter sur Ryan Gravenberch, Stefan Bajcetic, Thiago, Rhys Williams, Curtis Jones, Trent Alexander-Arnold, Diogo Jota, Alisson, Ben Doak et Joel Matip.

Lors de cette confrontation, on prévoit que Liverpool favorise un schéma tactique en 4-3-3 et débute la rencontre avec

Caoimhin Kelleher, Conor Bradley, Ibrahima Konaté, Virgil Van Dijk, Andrew

dernier match qui opposait ces deux clubs a eu lieu lors de la 13ème journée de Premier League le 25/11/2023. Les deux équipes se sont quittées sur le score de Manchester City 1-1 Liverpool. Lors de cette confrontation, Manchester City affichait un taux de possession de balle de 60% et 16 tirs au but avec 5 cadrés.

Robertson, Alexis Mac Allister, Joe Gomez, Bobby Clark, Harvey Elliot, Cody Gakpo et Luis Díaz.

À l'approche de cette confrontation, Pep Guardiola, l'entraîneur de Manchester City, n'a aucune inquiétude à avoir quant à la condition physique de ses joueurs puisqu'il présente une équipe cent pour cent en forme.

Il est fort probable que Manchester City décide de commencer le match avec un dispositif en 4-1-4-1 et aligne Ederson, Kyle Walker, Ruben Dias, John Stones, Nathan Aké, Rodri, Phil Foden, Bernardo Silva, Kevin De Bruyne, Jérémy Doku et Erling Haaland.

Copenhague.

Au cours de ses six dernières confrontations, Manchester City a inscrit 15 buts sur l'ensemble de ces matchs. Manchester City a mis la balle au fond des filets à chacune de ces occasions. Sur cet intervalle, la défense a en outre laissé filer 5 buts.

En regardant les statistiques d'avant-match, Manchester City :



BioloMix



New Generation Cooking,
Hot & Cold Functions,
Stewing, Braising,
Steaming, Blending
Dry & Wet Grinding,
Smoothie, Porridge,
Hot Soup, Ice Crushing
and many more.

300°C

Resistance to cold
and heat shock

Five Layers
Composite Cup

Health
Thickened
Borosilicate
Glass



1250ML
Hot Drink



1500ML
Cold Drink

- 1 Trace element layer
- 2 Antioxidant ion layer
- 3 Nanoglobulin layer
- 4 Water molecule activated layer
- 5 Harden tempered layer



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488